Vendredi

23 février 1996 n° 274 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

La Défense à l'encan

par Daniel Vaillant

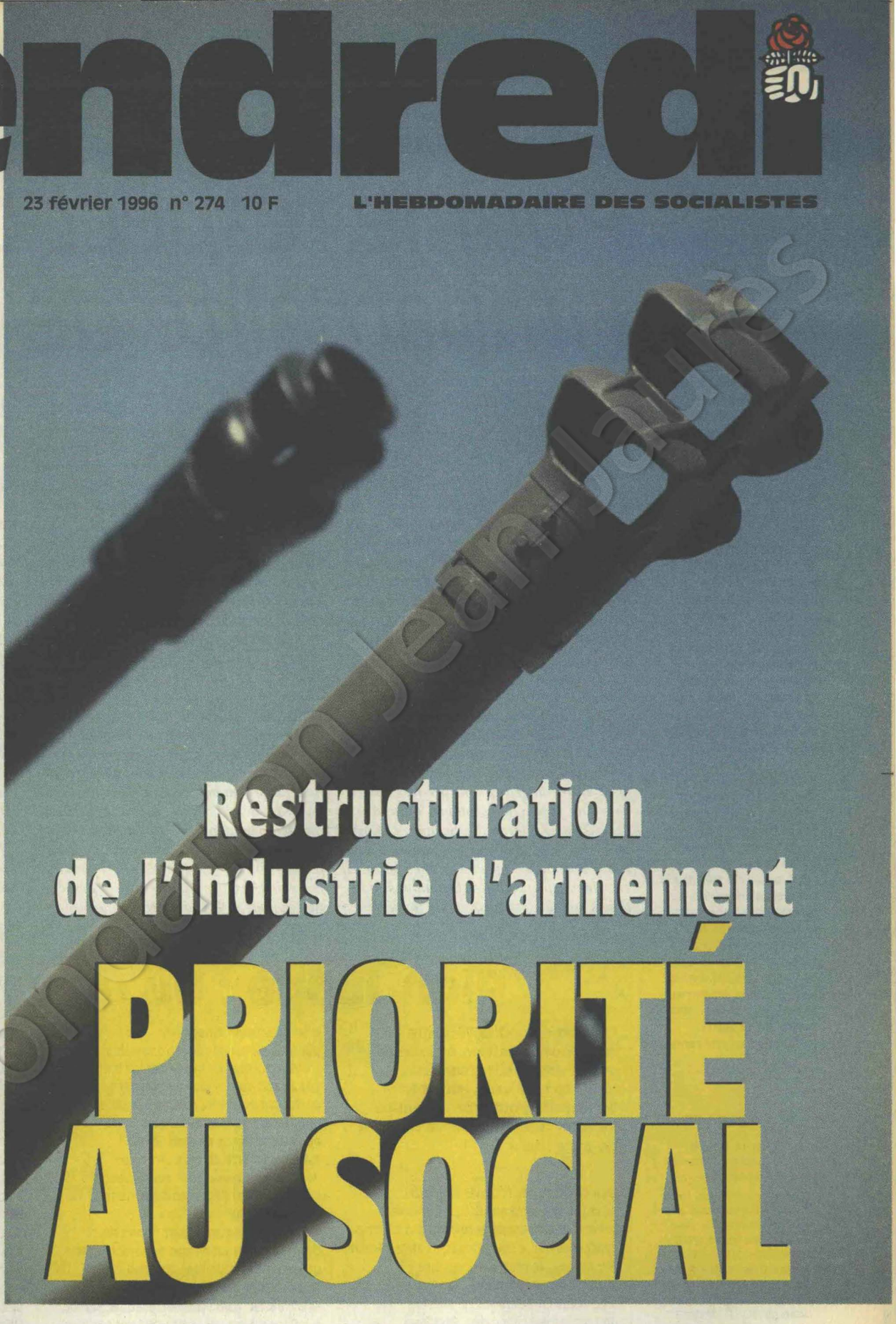
Le gouvernement n'aura même pas attendu les déclarations télévisées du président de la République, jeudi soir, à la télévision, pour annoncer la privatisation de Thomson et la fusion de l'Aérospatiale et de Dassault. Comme si ces choix allaient de soi ! Depuis quelques semaines, dans tous les domaines liés à la Défense, qu'il s'agisse du rapprochement avec l'OTAN, du format des armées, de la dissolution de l'Eurocorps, du service national et de notre industrie d'armement, les démentis succèdent aux affirmations.

Dans ce contexte, la privatisation du groupe Thomson éclaire ce qui, jusqu'à présent, était resté confus ; à savoir la volonté d'organiser le retrait de l'Etat d'un secteur stratégique pour notre avenir : les industries de défense et l'électronique, au nom notamment de la recherche de recettes extra-budgétaires susceptibles de réduire le creusement du déficit de l'Etat.

Même le rapprochement entre Dassault et Aérospatiale, dont nous ne contestons pas l'opportunité, peut apparaître comme la préparation d'une nouvelle privatisation d'un groupe pourtant essentiel dans l'industrie aéronautique européenne.

Il s'agirait alors non plus seulement de procurer à l'Etat quelques fonds supplémentaires, mais de priver la puissance publique d'un outil majeur d'intervention pour constituer un pôle européen de défense.

Plus que jamais, les choix industriels conditionnent les choix politiques. Nul ne remet en cause la nécessité d'une restructuration des moyens de notre défense, mais de la place qui sera réservée à l'Etat dans cette nouvelle configuration dépendra une certaine conception de la sécurité collective européenne.



Restructuration de l'industrie d'armement

PRIORITÉ AU SOCIAL

IRRÉALISTE :
Le dossier de l'armement, dernier cheval de bataille d'Alain Juppé, risque de tourner à la débâcle industrielle et sociale. p.8

SOCIALISTE :
Tribune mondialisation. Cette semaine : Jean Poperen et le trio Christophe Ciergeau, Adeline Hazan, Vincent Peillon. p.4

ALARMISTE :
Danièle Sallenave s'inquiète : l'enseignement supérieur des lettres est mort. p.10

FÉMINISTE :
Le 8 mars, journée de la femme. Femmes citoyennes, femmes en politique. Débat annoncé. p.7

ISSN 0995-0583

Fondation Jean Jaurès

LA CORSE
Trois assassinats ces derniers jours portent le nombre de nationalistes tués à 15 en un an.
Le gouvernement doit sur ce sujet clarifier sa position et contrôler ses déclarations. Son jeu de négociations a été secret et, en matière pénale, d'un côté, on a un ministre de la Justice qui parle de maintien de l'État de droit dans l'île et de l'autre, le procureur général de Bastia qui demande aux tribunaux d'observer la plus grande "circonspection" par rapport aux actes commis en Corse.
Comprenne qui pourra !

LA POSTE
Le prix du timbre va passer de 2,80 F à 3 F. Confirmant que la Poste a été déficitaire de 1,5 milliard en 1995, la direction prévoit de distinguer un secteur service postal et financier, et un secteur distribution du courrier. La CGT propose aux autres syndicats de s'unir pour faire échec au projet, SUD appelle à la création de comités de vigilance pour la défense des services publics.

FAILLITES
126 entreprises dont le chiffre d'affaires dépassait 100 millions de francs ont fait faillite en 1995, contre 84 en 1994.
Cette hausse des défaillances des grosses entreprises contraste avec la tendance générale, toutes tailles confondues, à la baisse avec -7,1% en 1994 et -5,8% en 1995. D'après un sondage, les trois-quarts des patrons de PME-PMI envisageraient l'embauche de jeunes en contrat d'apprentissage.

Vendredi - 10, rue de Solférino - 75333 Paris Cedex 07 -
Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 -
Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean Glavany • DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA PUBLICATION : Marc-Antoine Jamet - RESPONSABLE DE LA RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) - ÉCONOMIE : Monique Grima (78-70) • PHOTOS : Pascal Lebrun - MAQUETTE : Christine Lovinger (78.92) - PUBLICITÉ : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78-09)- SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61)- ABONNEMENTS : Sabine Sebah (79-04) - PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris - IMPRESSION : PGE - (94) Saint-Mandé – ROUTAGE : Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000
Ce numéro a été tiré à 113 500 exemplaires.

APRÈS LA DÉCLARATION SCANDALEUSE DE JACQUES TOUBON, UNE LETTRE DE LIONEL JOSPIN À JACQUES CHIRAC

Pour le respect de l'impartialité de l'État

Paris, le 21 février 1996
Monsieur le président
de la République,

Peu après votre prise de fonction, vous avez reçu mon prédécesseur à la tête du Parti socialiste, Henri Emmanuelli. Lors de cet entretien, vous avez insisté auprès de lui sur l'attachement que vous portiez au respect du principe d'impartialité de l'Etat. Vous lui avez demandé alors de ne pas manquer de vous signaler ce qui nous apparaîtrait comme des manquements à ce principe.

C'est fort de cet engagement de votre part que je vous écris aujourd'hui. En effet, à l'occasion des commentaires suscités par des révélations portant sur la gestion de l'Association de Recherche contre le Cancer, où le Parti socialiste a été d'entrée de jeu et sans preuves mis en cause de façon inacceptable, le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, s'exprimant le 15 février sur les ondes d'une radio a déclaré «on voit à quel point, à certaines époques, les formations politiques ont dû recourir à des expédients odieux pour assurer le financement des partis ou des campagnes électorales» et il a précisé «de ce point de vue, le Parti socialiste fait, à travers ce que dit Michel Lucas, la démonstration qu'il a été, dans ce domaine, si j'ose m'exprimer ainsi, pionnier et exemplaire».

Cette déclaration est d'autant plus scandaleuse que nous avions démenti les informations nous mettant en cause, que Michel Lucas lui-même puis la presse ont apporté des précisions éclairantes quant à la teneur de ces accusations, qu'enfin aucun élément n'est susceptible d'étayer ces affirmations et qu'il est aisé de le vérifier.

Vous vous souviendrez peut-être qu'en 1991 les parlementaires socialistes avaient adopté un projet de loi dont l'une des dispositions visait à permettre à la Cour des comptes et aux Chambres régionales des comptes de contrôler les associations bénéficiaires de la générosité publique, les députés UDF et RPR s'étant -je le rappelle ici sans esprit de polémique- prononcés contre. C'est grâce à ces nouvelles dispositions qu'une association comme l'ARC a pu être contrôlée.

Les propos du Garde des Sceaux nous ont profondément choqués. Non seulement parce qu'ils sont diffamatoires, mais aussi parce qu'ils émanent d'une personnalité qui n'est pas seulement un acteur de la vie publique mais d'abord le chef du Parquet et le garant sous votre autorité de l'indépendance de la magistrature, c'est-à-dire une personnalité tenue de s'exprimer, sur des questions susceptibles de relever de la Justice, avec retenue et dans le respect du droit.

C'est pourquoi je fais appel à vous en tant que gardien des institutions et dans l'esprit que j'évoquais au début de ma lettre afin de connaître votre sentiment sur les déclarations imprudentes et polémiques du Garde des Sceaux et de savoir si, comme cela serait juste, vous les pensez regrettables.

Compte tenu du caractère très grave de cette affaire, je rendrai publique cette lettre, après que vous en aurez pris connaissance.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le président de la République, l'assurance de ma très haute considération.

Lionel Jospin

Plan Juppé : Où en est-on ?

Au moment où la réforme constitutionnelle a été votée par la droite à Versailles, lundi 20 février, il est utile de faire le point sur la réalité du plan Juppé qui reste d'abord un plan fiscal.

- La réforme des régimes spéciaux de retraite n'aura pas lieu. Initialement prévue, elle a suscité la révolte des salariés concernés qui se sont mobilisés massivement durant tout le mois de décembre et ont finalement obtenu son retrait.
- La création des fonds de pension de retraite est repoussée. Réclamés par les compagnies d'assurance qui y voient un filon juteux, honnis par tous ceux qui sont attachés à la retraite par répartition, les fonds de pension auraient introduit un système de retraite par capitalisation. Le ministre des Finances a finalement jugé cette création "inopportune".
- La prestation autonomie pour les personnes âgées dépendantes a été reportée. Réclamée depuis longtemps, elle devait voir le jour au plus tard au 1er janvier 1996, puis au 1er juillet 1997 pour les personnes hébergées en établissement de long séjour.
- L'opposabilité du taux directeur hospitalier, prévue pour contingenter l'évolution des dépenses du secteur, n'aura pas lieu.
- L'idée de sanctions pour non-respect des références médicales opposables est quasiment abandonnée. En 1995, une centaine de médecins avaient été sanctionnés. Lundi dernier, Jacques Barrot, ministre du Travail et des Affaires sociales, a explicitement écarté toute idée de sanctions collectives en cas de dépassement des objectifs.
- Les contributions exceptionnelles des médecins et des laboratoires sont prévues seulement pour un an.
- La taxe de un franc par feuille de soins pour financer l'informatisation des cabinets médicaux est supprimée.
- Les contributions exceptionnelles des médecins pour compenser la dérive des dépenses iront finalement à un fonds de réorientation et de modernisation de la profession.
- L'affiliation obligatoire à la caisse des salariés des 25.000 médecins du secteur II à honoraires libres est abandonnée.
- La taxe assise sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique a été revue à la baisse.
- La contribution sur le chiffre d'affaires hors taxes de la même industrie pharmaceutique en 1995 sera déductible fiscalement.

Restent
- le RDS,
- la mise sous condition de ressources de l'allocation parentale pour jeune enfant,
- le gel des allocations familiales,
- l'assujettissement des allocations familiales au RDS.

LIONEL JOSPIN À STRASBOURG

Au nom de l'Europe

En se rendant à Strasbourg, le mardi 13 février, Lionel Jospin a démontré une nouvelle fois l'attachement du Parti socialiste à la construction européenne. Au programme de la journée : visite à Catherine Trautmann, maire de la ville ; rencontres avec Klaus Hansch, président du Parlement européen, Jacques Santer, président de la Commission européenne ou encore Edith Cresson, commissaire européen ; visite du chantier du nouvel hémicycle du Parlement et déjeuner de travail avec les députés socialistes européens. Au menu : kouglof et vins d'Alsace.

A plusieurs reprises, le Premier secrétaire a exprimé ses inquiétudes quant à l'avenir de la France et de l'Europe face au libéralisme triomphant : "Quand on voit comment le libéralisme a pu s'imposer, quand on voit les problèmes du chômage et des inégalités sociales, quand on voit à quel point un certain nombre d'hommes se fixent comme cible nos systèmes de protection sociale, nos services publics, une certaine conception de l'égalité, un certain niveau de droits de travail, nous nous rendons bien compte qu'il y a un vrai combat de civilisation national et européen à mener".

Tout au long de la journée, Lionel Jospin a ouvert les débats sur les préoccupations européennes qui sont les siennes, rappelant notamment à Jacques Santer «qu'il était temps de rééquilibrer les objectifs et les priorités de l'Union européenne ; les travaux ne se résument pas à la monnaie unique", comme semblait le penser Philippe Séguin, quelques jours plus tôt à Aix-La-Chapelle, et d'ajouter, optimiste que "le PS sortira renforcé dans son engagement européen, mais en même temps avec une définition de l'Europe de l'après-Maastricht".

A tous les responsables européens, le Premier secrétaire a rappelé l'enjeu du premier débat sur la mondialisation qui s'est ouvert au sein du Parti socialiste et qui doit déboucher sur la conception d'un nouveau modèle de société dans laquelle la France trouvera sa place dans l'Europe et l'Europe dans le monde.

Victor Robert

ÉTAT DE L'OPINION

Un gouvernement impopulaire

Dix mois après la présidentielle, six semaines après le puissant mouvement social de décembre, il convient de s'interroger sur l'état de l'opinion. On se contentera aujourd'hui à la lumière des dernières enquêtes, d'éclairer trois dimensions de la situation actuelle : la cote de l'exécutif ; l'image du gouvernement d'Alain Juppé ; la popularité de la gauche et l'appréciation du rapport de force électoral.

La stabilité de Jacques Chirac

Dans les deux dernières enquêtes publiées, celle de l'IFOP, réalisée du 8 au 16 février, qui mesure la "satisfaction" comme celle de BVA, du 15 au 17 février, qui enregistre les "bonnes opinions" à l'endroit du président de la République, Jacques Chirac marque le pas. Seulement 37 % et 36 % de nos compatriotes répondent positivement aux questions des deux instituts, tandis qu'une majorité, respectivement 54 % (+1point) et 58 % (+2 points) manifestent leur "mécontentement" ou leur piètre "opinion". C'est la plus mauvaise performance jamais réalisée par un président à cette étape d'un septennat. Ni la fin des essais nucléaires, promptement théorisée en apologie du désarmement nucléaire, ni la redécouverte de l'Amérique avec une escouade de grands patrons, ni l'onction papale n'auront créé les conditions d'une transfiguration chiraquienne dans l'opinion. Une consolation cependant, le respect de la prééminence présidentielle dans l'exécutif puisque désormais, l'hôte de l'Elysée domine sensiblement celui de Matignon de quelques points (+ 7 points à l'IFOP, + 9 points selon BVA).

La spirale dépressive de Alain Juppé

Le Premier ministre n'aura pas su capitaliser l'amélioration enregistrée, en janvier, après les terribles mois de novembre et décembre qui marqueront durablement le champ politique et idéologique. Pire, selon BVA, il plonge à 28 % de "bonnes opinions" soit un niveau jamais atteint, depuis sa nomination. De manière tout aussi préoccupante, selon l'IFOP, pour le Journal du Dimanche, une majorité de sympathisants UDF -52 % contre 41 %- se déclare "mécontents" de lui ; un tiers des sympathisants du parti qu'il dirige renâcle fortement. De son côté, la gauche défie ouvertement le Premier ministre, puisque 90 % de ses proches se proclament "mécontents" ; pourcentage jamais observé depuis mars 1993. La politique économique et sociale du gouvernement -la montée du chômage, le RDS, la remise en cause du Livret A de Caisse d'Epargne, comme son "art" très péremptoire de gouverner, peuvent encore se lire à travers ses indices de popularité parmi les couches populaires : 17 % de "satisfaits" chez les employés et 23 % chez les ouvriers !

Une image gouvernementale dégradée

Par delà les cotes de popularité, certes toujours éclairantes, il faut aussi s'attacher à la lecture d'indices plus qualitatifs. Ainsi, selon une récente enquête de la SOFRES, réalisée du 24 au 26 janvier pour les "journaux de province", 63 % des personnes interrogées "désapprouvent" le gouvernement d'Alain Juppé, tandis que 71 % se déclarent "déçus" depuis sa nomination comme Premier ministre. Ces chiffres rappelleront, à beaucoup, la douloureuse période que nous avons connue durant les années 1991-1993. Plus symboliquement encore, l'indicateur politique auquel j'accorde le plus d'importance, tient dans la perception et la caractérisation sociale et idéologique de ce gouvernement : en effet, 59 % des personnes interrogées ont le sentiment que l'action de ce gouvernement bénéficie d'abord aux "catégories privilégiées" contre 6 % aux "catégories défavorisées", 27 % à "l'ensemble des Français", 8 % ne se prononçant pas. Cette appréciation est sans précédent dans notre pays. Même Jacques Chirac faisait mieux de 1986 à 1988. Bref, on est décidément très loin du slogan de la campagne présidentielle du futur président "Une France pour tous" !

L'embellie de la gauche

Parallèlement, à ces déconvenues du nouveau pouvoir, les rapports entre l'opinion et le Parti socialiste se sont sensiblement améliorés. Pour la première fois depuis cinq ans, l'image du PS, mesurée fin janvier par la SOFRES, est à la fois positive et dépasse la barre symbolique des 50 % (53 % de "bonnes opinions" contre 40 % de "mauvaises opinions"). Plus globalement, le Parti socialiste est aujourd'hui le seul dans cette situation enviée, puisque l'UDF cote 41 % contre 47 % et le RPR 44 % contre 48 %.

Cette amélioration, qui s'observe aussi à travers l'image du PCF et de son Secrétaire général, se traduit encore dans les fictives intentions de vote comme dans les résultats réels des élections partielles puisque le PS rassemble autour de 30 % des suffrages. Dimanche prochain, nous avons bon espoir de reconquérir à Noisy-le-Grand une circonscription supplémentaire puisque notre camarade Michel Pajon est bien placé au soir du premier tour.

Aujourd'hui, dans les sondages, la gauche est sans doute majoritaire, mais a priori, nous sommes très loin des échéances. Le pouvoir dispose certainement de quelques atouts et pour notre part nous manquons encore, selon l'opinion, d'une véritable politique de rechange. Beaucoup dépendra de notre travail de conviction en 1996 à travers nos trois Conventions.

Gérard Le Gall
Délégué auprès du Premier secrétaire, chargé des Etudes politiques

Europe : une statégie offensive



par Jean Poperen

Le mouvement social de décembre 1995 a signifié que les salariés se refusaient à accepter les mesures régressives de la droite. Le sursaut des forces du travail est porteur d'avenir et d'espoir d'autant que le syndicalisme a globalement retrouvé une capacité d'action qu'il semblait avoir perdue au profit d'éphémères coordinations.

La façon dont les organisations syndicales se sont inscrites dans ce puissant mouvement populaire montre bien que leurs directions sont à même de mener les négociations que le rapport de force ainsi créé a imposées au gouvernement et au patronat. Le seul moyen de sortir de cette crise aiguë a donc été tout naturellement la recherche de l'accord contractuel global, de l'accord "cadre", c'est-à-dire la voie du contrat telle que nous l'avons définie depuis des années mais qui devrait pouvoir être pratiquée à froid et régulièrement par un gouvernement soucieux d'un véritable dialogue social.

LA DYNAMIQUE DU CONTRAT

Dès lors, les circonstances ne sont-elles pas favorables pour engager dès maintenant une grande campagne d'opinion afin de gagner des centaines de milliers de personnes à l'idée dynamique du contrat comme, en d'autres temps, nous avons su gagner des centaines de milliers de gens à la stratégie d'union de la gauche à laquelle au départ ils n'étaient pas prêts ? Cela implique de faire campagne : des interventions médiatiques, du matériel de popularisation, des milliers de rencontres d'entreprises, de confrontations locales...

LA RIPOSTE DOIT ÊTRE EUROPÉENNE

C'est en France que nous pouvons commencer parce que les forces du travail ont donné le premier signal d'un refus de masse d'entériner passivement la destruction de l'ancien équilibre social. Mais nous sommes persuadés que la riposte doit être européenne. D'ailleurs, dans plusieurs autres pays européens, des mouvements d'importance se sont développés ces dernières semaines. Au stade de la mondialisation, les travailleurs n'ont d'autre choix que de se battre ou de se soumettre à une vague brutale de régression sociale. Venues des Etats-Unis, les restructurations de la déréglementation s'accélèrent : multimédia, aéronautique, banques, prévision de suppression de 40.000 emplois à ATT, firme pourtant en pleine expansion !... A nouveau, des centaines de milliers d'emplois supprimés : une nouvelle réduction du marché mondial du travail délibérément organisée par le libéralisme, par le capitalisme. Le moment est venu d'appeler le mouvement social européen à se battre pour un nouvel équilibre social, un nouveau contrat social.

LES ATOUTS DES SOCIALISTES

Les socialistes ont des atouts pour mener cette stratégie au niveau européen. En effet, nous sommes la seule force politique à avoir un parti dans chaque pays de la communauté. L'un des nôtres préside l'Internationale socialiste. Le Parti socialiste européen, créé en novembre 1992, n'a pas encore su gagner une véritable reconnaissance. Pourquoi ne pas lui confier la mission d'organiser une Convention européenne où tous les socialistes (et pas seulement quelques dirigeants) de tous les pays européens débattraient du ou des mêmes textes (services publics, précarité, législation du travail...), engageraient le dialogue avec les mouvements syndicaux, en un mot, donneraient un contenu véritable à la Charte sociale ? L'Europe des travailleurs, l'Europe sociale auraient alors une réalité.

UNE STRATÉGIE AUDACIEUSE, UNE VOLONTÉ POLITIQUE FORTE

Une stratégie offensive du contrat social européen, sous cette forme concrète, donnerait une image positive de l'Europe du travail face à celle du capital.

Cette stratégie est ambitieuse. Le Parti socialiste a les moyens de porter haut cette grande ambition. En aura-t-il la volonté ? Aux militants de se mobiliser pour impulser ce projet audacieux qui, mieux que des mesures techniques ou institutionnelles, peut redonner espoir au peuple de gauche.

Socialistes, donc mondiali



par Christophe Clergeau
Adeline Hazan
Vincent Peillon

Lorsque Jean Jaurès écrit qu' "un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup en rapproche", il profère une pensée aujourd'hui encore très actuelle si nous voulons bien nous souvenir que pour lui comme pour nous, héritiers de la Révolution française, la nation n'est pas un territoire mais le rassemblement d'un peuple autour d'une idée.

Lorsque Léon Blum affirme à son tour que "toute démocratie sociale en France a pour fondement indispensable une structure internationale suffisamment solide", il nous rappelle que le socialisme ne peut s'inscrire dans une perspective seulement nationale et que toute perspective de transformation profonde de la société passe donc par le préalable du combat internationaliste.

Foin donc de la soupe à la grimace ! Dénoncer la mondialisation comme bouc émissaire de tous nos maux est une orientation dangereuse. Non seulement elle tourne le dos à la tradition des valeurs socialistes mais de plus elle en prend à son aise avec les faits. D'abord, qu'il s'agisse des échanges internationaux ou de l'emploi, rien ne permet d'établir que la mondialisation soit la seule responsable de nos difficultés. La vérité est bien plutôt qu'en l'espace de trente ans, nous ne sommes pas devenus mondiaux mais européens, et qu'en Europe, même lorsque la croissance progresse, ce qui a été



stes et européens

encore le cas tout au long des années 80, le chômage, la précarisation, la pauvreté progressent aussi.

Nous refusons donc la peur indifférenciée du monde, les facilités et les séductions de cette rhétorique confuse, car elle sert trop facilement d'alibi pour occulter la faiblesse du projet et le poids du bilan ; car elle permet trop facilement d'évacuer le vrai débat sur la répartition du pouvoir, de la richesse et de l'emploi dans notre société ; car elle sert trop souvent à oublier que dans le droit fil de notre combat séculaire pour l'émancipation de l'homme, la mondialisation c'est aussi plus d'échanges et de libertés ; car elle justifie trop facilement que la France et l'Occident se ferment au moment où le monde s'ouvre et, niant le droit d'asile, stoppant l'immigration, rationnant l'accueil des étudiants étrangers, bloquant les financements des programmes internationaux de coopération, fassent ainsi le lit du nationalisme et de l'extrême droite ; car, confondant dans une même réprobation les multinationales coréennes et les peuples abandonnés de l'Afrique noire, elle donne aux riches des alibis pour se détourner des plus pauves.

Et à l'inverse, dans la fidélité à nos valeurs, nous affirmons en préambule que si nous voulons faire l'Europe c'est en pensant au monde, une Europe ouverte sur le monde, une Europe pour le monde.

L'idéal socialiste comme perspective, le monde comme aire de militantisme, l'Europe comme instrument, voilà notre pari !

UN NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL : RÉFORMER L'ONU

La mondialisation est unfait. Mais c'est un fait complexe. Trois erreurs, qui sont autant de tentations présentes aujourd'hui dans les discours dominants, nous semblent devoir être évitées lors de notre convention : réduire la mondialisation a un processus exclusivement économique ; ne l'aborder que de façon négative ; n'envisager de réponse et de régulation qu'aux niveaux national et européen, en oubliant la nécessité d'une organisation supra-européenne.

L'objectif des socialistes doit être de fonder un deuxième pilier du droit international : à côté du droit des nations, le droit des individus. C'est la reconnaissance de ce droit-là qui donne naissance à ce que l'on a appelé le droit d'ingérence, qu'il soit humanitaire, politique ou écologique.

Il doit être aussi de restituer une cohérence à la politique internationale de développement et à ses volets économiques, culturels, humanitaires et sociaux.

Il doit être enfin de construire, à côté du Bureau international du Travail, un équivalent social de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), et de donner un caractère contraignant au respect de l'environnement.

A condition que l'on entreprenne sa réforme, l'ONU reste aujourd'hui la seule institution internationale autour de laquelle peut s'organiser un nouvel ordre mondial. Cela suppose, d'abord, que l'on s'attache à modifier sa charte afin de donner naissance à une citoyenneté mondiale qui fasse de l'ONU le garant des droits individuels, qui reconnaisse des associations et ONG (Organisations non gouvernementales) de droit international, et qui permette aux citoyens de saisir directement la Cour de justice et le Conseil de sécurité.

Pour être indépendante des nations, l'ONU rénovée doit aussi disposer de recettes fiscales autonomes et de forces armées placées directement sous son contrôle.

Enfin, son fonctionnement doit être démocratisé à travers l'élargissement aux grands pays du Sud du collège des membres permanents du Conseil de sécurité et la suppression du droit de veto remplacé par des majorités qualifiées.

L'EUROPE CONTRE LES MARCHÉS

A l'évidence, les libertés économiques donnent au marché une autonomie dont les effets pèsent sur la destinée de chaque nation. Par ailleurs, la croissance est aujourd'hui plus forte dans d'autres zones (USA, Asie, Pacifique) qu'en Europe. De plus, les déséquilibres du commerce international et des comptes publics ont désorganisé le marché monétaire, fait gonfler la bulle financière et grimper les taux d'intérêt.

Mais, si d'un côté on ne peut accepter un dumping économique qui concurrence nos économies en sacrifiant les droits sociaux, la dignité de l'homme et la préservation de l'environnement, d'un autre côté répondre par la fermeture des frontières, c'est renoncer à jouer un rôle et courir le risque du déclin.

Pour faire face en même temps à ces défis, il nous faut donc construire un nouvel ordre monétaire international. La seule voie réaliste pour créer cet ordre, qui ne pourra résulter que d'un rapport de force entre les monnaies, est de commencer par la création rapide de la monnaie unique et de hâter l'intégration économique européenne afin de chercher des accords de commerce et de développement avec les autres ensembles régionaux. C'est dans le cadre négocié de ces accords que l'Europe devra intégrer, afin de promouvoir son modèle de développement, une progression du droit du travail, des dispositifs de protection sociale et des mesures de sauvegarde de l'environnement.

VERS LA FÉDÉRATION EUROPÉENNE

L'Europe d'aujourd'hui est d'abord celle des marchés et des marchands, celle du libéralisme économique. Elle n'est pas celle de nos valeurs, elle n'est pas celle que nous voulons. L'heure est venue de donner une nouvelle orientation à la construction européenne.

Lors de ses voeux, en 1995, le président François Mitterrand appelait à ne "jamais séparer la grandeur de la France et la construction de l'Europe". Cette orientation reste la nôtre. C'est pourquoi le choix des socialistes doit être un choix d'avenir et de civilisation, celui de mener une formidable bataille politique pour remettre la construction européenne sur les rails politiques du fédéralisme, ce qui signifie accepter de larges transferts de souveraineté et adopter une constitution européenne mettant en place des institutions démocratiques véritables. Les socialistes ne doivent pas affirmer leur idéal avec tiédeur et à voix basse. L'Europe sera de gauche par les urnes ou restera libérale par le marché.

POUR UN NOUVEAU TRAITÉ POLITIQUE EUROPÉEN

Comment s'acheminer vers cette Europe ? Chacun l'aura compris, la monnaie unique n'est pas seulement économique, mais politique, car elle touche aux souverainetés. C'est donc de cette échéance qu'il faut nous saisir pour favoriser l'émergence d'une Europe fédérale.

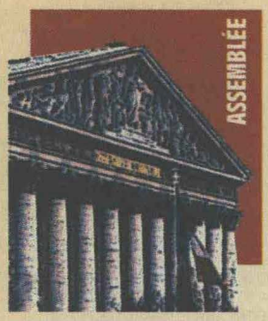
L'enjeu véritable n'est pas celui des critères de convergence. D'abord, parce que les textes faisant suite au Traité prévoient des interprétations souples en terme d'effort réalisé et de perspective de convergence pour les critères de déficit et de dette publique ; ensuite, parce que la décision en reviendra au Conseil européen et sera politique.

Nous devons défendre l'idée que la décision finale doit subordonner les critères économiques aux objectifs politiques, les pays participant à l'Union monétaire devant simultanément s'engager dans une intégration politique plus poussée, ayant comme premier objet une politique économique et budgétaire commune.

Nous situant résolument dans l'après-Maastricht, nous refusons la révision de la liste des critères et le report du calendrier. Par contre, dès maintenant et sans attendre il faut, à l'occasion de la Conférence intergouvernementale, engager auprès de l'opinion publique européenne la bataille du contrôle démocratique de la monnaie et des choix économiques. Cette bataille, qu'il va nous falloir apprendre à mener davantage au sein du Parti socialiste européen et de l'Internationale socialiste, doit se fixer pour objectif la négociation immédiate, entre les pays participant à la monnaie unique, d'un nouveau traité instituant une union politique dotée d'institutions démocratiques permettant aux citoyens de faire le choix de l'Europe de la paix, de la démocratie sociale, et du développement durable.

Rien de grand ne s'accomplira sans passion. Or l'addition des peurs et des refus ne fait ni un projet ni un avenir.

C'est pourquoi, entre l'écueil du repli nationaliste et celui de la dilution dans une zone de libre-échange, nous choisissons résolument le combat pour la citoyenneté mondiale et la construction fédérale de l'Europe.



GILBERT ANNETTE,
député de la Réunion,

SUR LE CHÔMAGE ET L'INSERTION À LA RÉUNION

"La création du Fonds pour l'emploi des jeunes s'est traduite, à la Réunion, par une diminution importante du nombre des contrats emploi solidarité -moins 40 %-, des contrats de qualification et des crédits de formation individuelle.

Pourtant, le chômage atteint à la Réunion, un taux record de 37 % et, avec un taux de 59 %, le chômage des jeunes est très supérieur à celui de la métropole, soit plus 22 %. Devant cette situation explosive, le gouvernement est-il prêt à revoir sa position et à élargir l'offre d'insertion ?"

Commentaire

Le ministre de l'Outre-mer, De Perretti, a confirmé, dans sa réponse, une réduction importante du nombre de CES dans les Dom. Ceux-ci ne sont pas, bien entendu, une panacée. Rien ne vaut un véritable emploi, mais les CES procurent souvent en leur absence, une activité permettant de rester en contact avec le monde du travail. Ils ont, de plus, souvent une utilité sociale non négligeable.

Bertrand Fort

Sécurité sociale : une révision constitutionnelle en trompe-l'œil

LAURENT FABIUS DEVANT LE CONGRÈS DU PARLEMENT (LUNDI 19 FÉVRIER)

"Que le Parlement de la République puisse exercer un contrôle sur la protection sociale, qu'il ait un droit de regard sur celle-ci, le principe paraît juste : aussi bien n'est-ce pas là-dessus, M. le Premier ministre, que porte notre désaccord avec vous, mais bien davantage sur la nature et les modalités de ce contrôle.

Convenez d'abord que le contexte de cette révision n'est pas très favorable à vos thèses. Vous avez affirmé qu'il s'agissait-là de revaloriser le rôle du Parlement. Chacun reconnaîtra que, depuis novembre, à grand renfort d'ordonnances et de 49-3, c'est au résultat inverse que vous êtes parvenu. (...) Et les voix sont de plus en plus nombreuses pour vous dire que, même s'il existe des dysfonctionnements dans notre système de protection sociale, la principale cause de son déséquilibre, c'est bien la politique économique et sociale. Votre politique économique et sociale ! (...) Pour un tel résultat fallait-il réviser la Constitution ? Plusieurs esprits avertis, appartenant à divers groupes, ont estimé qu'on aurait pu s'en tenir à une loi organique, au lieu de céder à ce qu'un journaliste appelle ce soir un "prurit constitutionnel". Il est en effet manifeste qu'il y a eu beaucoup de révisions depuis le début de cette législature et l'on peut se demander si l'on n'assiste pas à une certaine dérive : au lieu que ce soit l'importance des points abordés qui détermine le choix de modifier la Constitution, ce serait désormais l'importance d'une réforme qui ferait adopter celle-ci par la voie d'une révision. Deuxième observation : s'agissant de la nature des "lois de financement", vous avez parlé de "responsabilité". Mais qui dit responsabilité suppose que l'on ait la pleine liberté de ses décisions. Or, que le Parlement vote oui ou non, las de ces futures lois de financement, le résultat concret sera à peu près identique. (...) Quant aux modalités, vous les avez calquées sur celles applicables aux lois de finances. Vous ne nous offrirez donc que très peu de temps pour examiner les projets sociaux. (...) Il est vrai que vous concevez le rôle du Parlement dans de telles limites -bornées par les ordonnances si le délai n'est pas tenu- qu'on peut se demander si notre responsabilité n'en sera pas encore



affaiblie plutôt que renforcée. (...) J'ajoute que de redoutables imbroglios entre la loi de finances et la loi de financement sont à redouter. Que se passera-t-il si l'une est promulguée tandis que l'autre, soumise au Conseil constitutionnel, serait censurée ? Nul n'a semblé y prendre garde. Vous vous préparez, avec la future loi organique, un redoutable méli-mélo. (...) Les parlementaires pourront seulement proposer des dispositions sociales plus austères que celles du gouvernement. En matière sociale, on sera donc encore plus rigoureux et restrictif à l'égard des pouvoirs du Parlement qu'on ne l'est aujourd'hui au moment du vote du budget. Monsieur le Premier ministre, vous nous dites que la révision confèrera au pouvoir législatif une responsabilité plus large en matière sociale. Non, le gouvernement se servira du Parlement comme d'une caution pour les mesures sociales qu'il aura décidées, voilà la vérité ! Après la pseudo-concertation des partenaires sociaux, après la pseudo-concertation du Parlement, voilà une pseudo-responsabilité offerte aux députés et aux sénateurs. Vous avez dit en présentant ce projet que c'était la clé de voûte de votre réforme. La clé est mal sculptée, la voûte est déjà fissurée. Vous comprendrez, dans ces conditions, que nous rejetions ce projet."



JOSETTE DURRIEU,
sénateur des Hautes-Pyrénées,

SUR LA SITUATION DES INDUSTRIES D'ARMEMENTS.

"Une restructuration importante de l'armée comme de l'industrie d'armement est engagée, mais nous n'avons pas d'information précise.

En fait de choix, c'est plutôt l'improvisation et la confusion qui semblent présider aux vôtres. Quelle est votre stratégie en matière de sécurité et de défense ? Comment va-t-on construire l'Europe avec un armement indépendant et une défense commune ? Quel sera le rôle de la France dans l'OTAN ?

La restructuration de l'industrie d'armement est nécessaire mais difficile. GIAT pourrait perdre 3 500 à 4 500 emplois, 400 à 500 emplois sur 1 800 sont menacés à Tarbes. (...)

Une loi de programmation industrielle et sociale accompagnera-t-elle la future loi de programmation militaire, qui soit fondée sur le respect des engagements pris vis-à-vis des personnels, et sur une réduction compensée du temps de travail ?"

DANIÈLE POURTAUD,
sénateur de Paris,

SUR LES SERVICES PUBLICS ET L'EUROPE

"En affirmant, en décembre, leur solidarité avec les personnels de la SNCF et de la RATP, les Français ont montré leur attachement aux services publics.

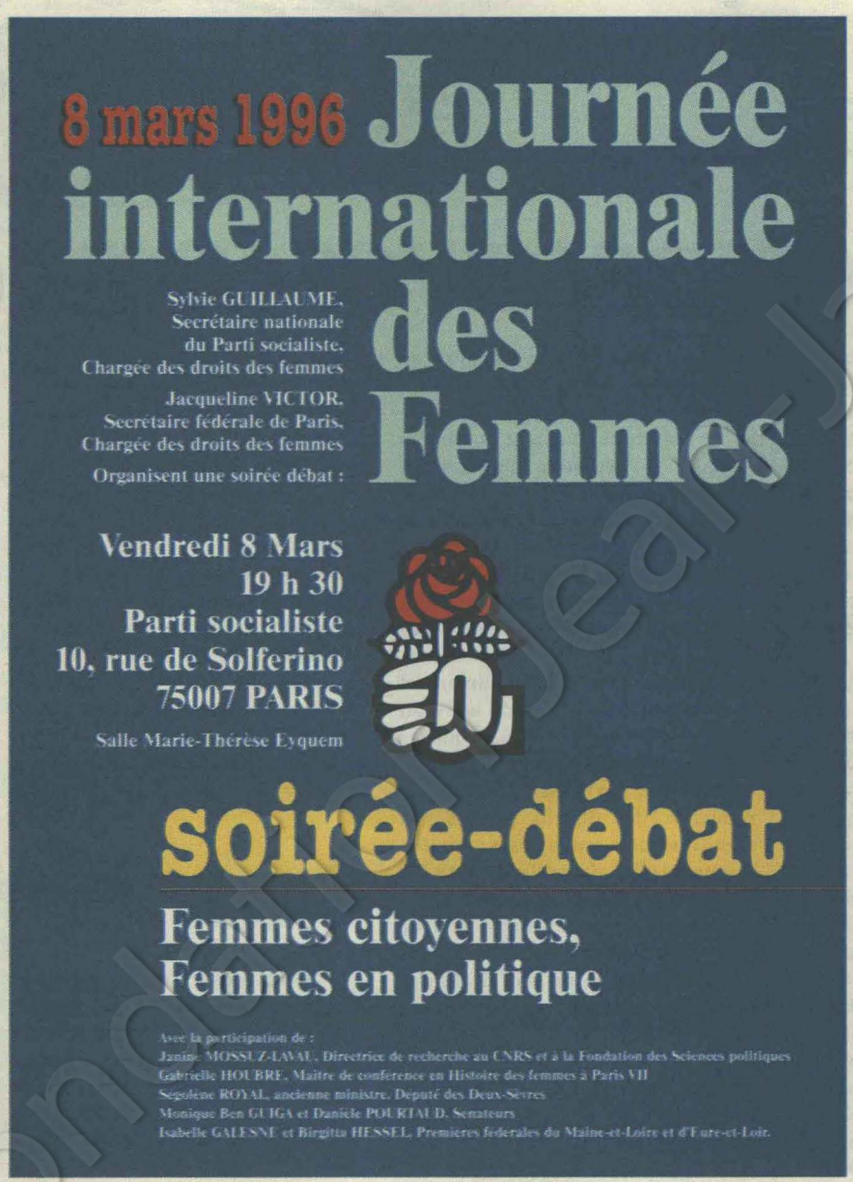
Au plus fort de la crise, M. le Premier ministre a déclaré devant des millions de Français, le 10 décembre, à France 2, que le gouvernement était prêt à inscrire dans le préambule de la Constitution une disposition protégeant les services publics de tout démantèlement. Aussitôt dit, aussitôt oublié ! (...)

Apparemment, ces engagements, pris en pleine période de mouvements sociaux, ne sont plus d'actualité... L'Elysée et le Quai d'Orsay disent aujourd'hui qu'une telle question n'a pas à être inscrite à l'ordre du jour d'une conférence purement institutionnelle. M. Franck Borotra ne juge plus nécessaire une telle modification du traité de l'Union, il n'est plus favorable à une charte des services publics. Mais l'avenir du service public, s'il n'est plus une priorité pour le gouvernement, en demeure une pour des millions de Français. (...)"

8 MARS, JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Toujours mobilisées

Le 8 mars, les femmes célèbrent dans le monde entier, comme chaque année, la journée internationale des femmes qui est l'occasion de rappeler que l'égalité de l'exercice des droits des citoyens, sans distinction de race, de sexe, tel qu'il est inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, n'est pas encore une réalité.



Le 8 mars est également la date anniversaire à laquelle un hommage est rendu à toutes celles qui ont initié et mené depuis deux cents ans la lutte pour la reconnaissance de leur dignité et un moment privilégié pour faire l'état des droits des femmes dans chaque pays.

Mais ce doit être le temps fort d'une mobilisation permanente contre toutes les discriminations dont les femmes sont victimes en France et dans le monde. Durant combien d'années, combien de brutalités devront-elles encore subir et combattre quand on sait les violences qui ont été imposées aux femmes pendant la guerre dans l'ex-Yougoslavie, celles qui frappent les femmes tibétaines, les femmes algériennes et tant d'autres encore ? Rappelons-nous combien a été nécessaire la mobilisation de toutes pour que la jeune Sarah Balabagan ne soit pas exécutée et mesurons le combat qu'il nous reste à mener pour que l'esclavage soit effectivement aboli dans le monde.

Le 8 mars, c'est aussi l'occasion de rappeler que les femmes ont été présentes dans les luttes du mouvement ouvrier.

Dès ses origines, le mouvement socialiste prit position en faveur de l'égalité des hommes et des femmes, même si, au cours de l'histoire, l'adéquation entre féminisme et socialisme ne s'est pas toujours révélée dans les faits, une des raisons, mais ce n'est pas la seule, étant la spécificité de l'oppression féminine antérieure au capitalisme.

Manifestant pour la paix, le pain, le droit de vote, l'accès à l'éducation, aux luttes pour la reconnaissance de l'égalité professionnelle, la contraception, l'IVG, des générations de femmes ont combattu pour faire avancer leurs droits mais aussi les droits de tous les opprimés. C'est grâce à l'action des mouvements féminins que des droits élémentaires ont été arrachés, et que d'importants changements sociaux ont pu se réaliser.

Les grandes étapes

Sur l'origine du 8 mars, les historiens débattent encore. Mais l'histoire établit clairement que c'est en août 1910 que Clara Zetkin proposa, lors de la deuxième Conférence internationale des femmes socialdémocrates de Copenhague, que soit retenu le principe d'une journée internationale des femmes. Cette journée avait à l'époque pour objectif de mobiliser pour l'obtention du droit de vote. Clara Zetkin demanda que la date retenue soit celle du 8 mars pour rappeler une manifestation des ouvrières du textile qui opposa les femmes à la police de New-York, le 8 mars 1857. Les historiens n'ont pas tranché sur l'authenticité de ce fait. Laissons ce débat pour nous consacrer à l'essentiel, c'est-à-dire aux dates qui ont marqué les luttes que les femmes ont menées pour la reconnaissance de leur dignité. (voir ci-contre)

En France, il a fallu attendre 1982, pour que le 8 mars soit officiellement reconnue comme Journée internationale de la femme, à l'instigation du président de la République, François Mitterrand, sur proposition d'Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme.

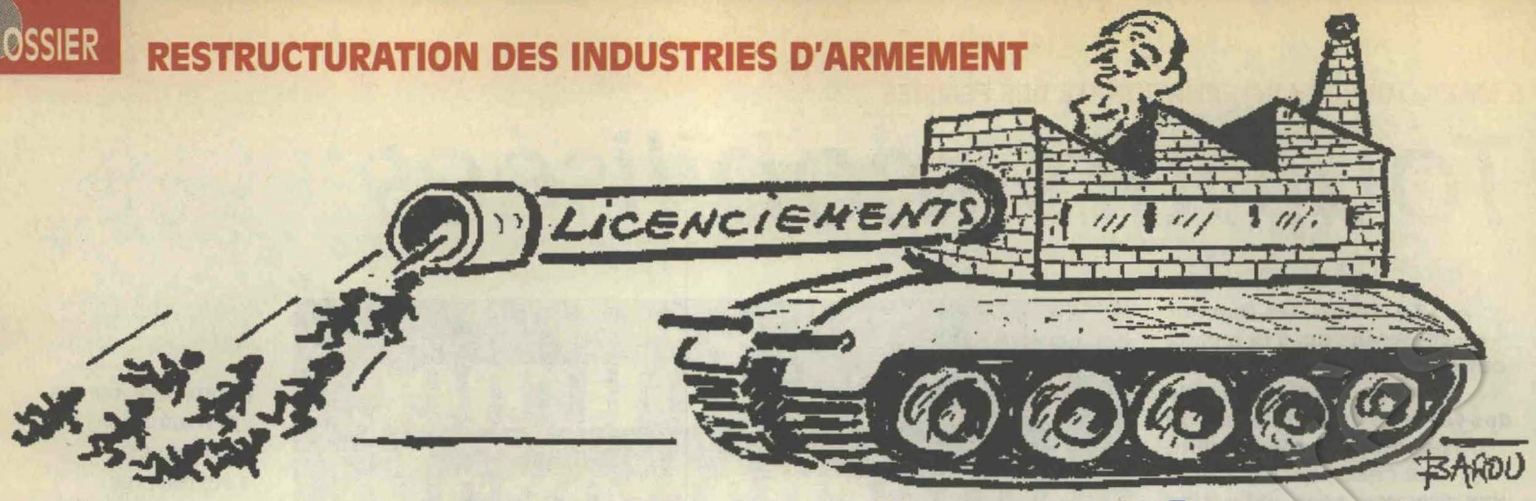
Sylvie Guillaume
secrétaire nationale
chargée des Droits des femmes.

Savoir plus

La première journée internationale des femmes a été célébrée pour la première fois en 1911.
Un million de femmes en Allemagne, en Suisse, en Autriche et au Danemark célèbrent leur journée, à l'occasion de la commémoration de la révolution de 1848 et de la Commune de Paris.

- 1913, des femmes russes organisent des rassemblements clandestins.
- 5 juillet 1914, une manifestation est organisée à Paris par des groupes de femmes socialistes à l'initiative de Louise Saumoneau.
- 1915, à Oslo, des femmes défendent leurs droits et réclament la paix.
- 1917, des ouvrières manifestent dans la rue à Saint-Petersbourg, réclamant du pain et la paix.
- 1943, des résistantes italiennes manifestent.
- 1947, Léon Blum salue la place importante des femmes dans la Résistance.
- 1948, à l'appel du Parti communiste et de la CGT, 100.000 femmes défilent à Paris de la République à la statue de Jeanne d'Arc.
- 1977, l'ONU vote une résolution invitant les Etats à proclamer un jour de l'année " Journée pour les droits des femmes et la paix internationale".

Fondation Jean Jaurès



Des perspectives inquiétantes

La gestion du dossier de l'industrie d'armement par le gouvernement actuel est marquée par une absence inquiétante de perspective. Consciemment ou non, la droite a désorganisé ce secteur, ce qui risque de causer de graves dommages industriels et sociaux.

L'analyse des lois de programmation militaire successives -indispensables parce que les programmes d'armement s'étalent sur 30 ans- permet de mieux comprendre la succession d'erreurs commises.

Premier épisode, la loi de programmation préparée par André Giraud (1987-1991). Alors que le traité éliminant les euromissiles a été signé et que la perestroïka bat son plein, André Giraud élabore une programmation "de guerre" qui prévoit une augmentation des dépenses de 6 % par an (en volume). Cette politique conduit à l'engagement aujourd'hui de plus de 90 programmes d'armement !

Deuxième épisode, la loi de programmation préparée par François Léotard (1995-2000). Majorité de droite et filiation du général de Gaulle oblige, on souhaite présenter une loi de programmation militaire où les crédits augmentent nominalement. Mais l'action du ministère des Finances entraîne "gels" et "annulations" méthodiques des crédits votés par le Parlement. Chez les industriels, où l'on a retardé les adaptations en s'appuyant sur des commandes de matériels qui ne viendront jamais, c'est la panique.

Troisième épisode, le retour brutal aux réalités. Le discours du nouveau ministre de la Défense, Charles Millon, est cette fois-ci clair : la défense doit participer à l'effort de réduction des déficits publics. La situation des entreprises devient d'autant plus dramatique que les coupes budgétaires sont brutales et que les entreprises avaient retardé leur adaptation en se fondant sur des prévisions de chiffres d'affaires et de commandes largement surestimées.

Aujourd'hui, l'industrie d'armement va se trouver dans l'obligation de réduire rapidement sa capacité de production. On parle de plus de 50.000 emplois à supprimer en l'espace de 3 à 4 ans. Le gouvernement annonce des plans d'accompagnement. Encore faut-il qu'il prenne la mesure de l'ampleur des problèmes qui se posent. Nombre de sites industriels, que ce soit dans la marine, les armements terrestres, l'aéronautique ou les missiles, se trouvent dans des régions déjà touchées par le chômage. Pour les chantiers navals militaires, le rapport remis récemment au gouvernement reconnaît même qu'il n'existe pas d'industrie de substitution dans les bassins d'emploi concernés. Il va donc falloir éviter les licenciements et ne pas entrer dans la spirale déflationniste bien connue : diminution de l'activité, baisse de la consommation, baisse des rentrées fiscales, augmentation du déficit public...

La conversion des industries d'armement doit se faire, mais c'est une politique qu'il faut inscrire dans la durée et que l'on doit programmer. Qui paiera le plan d'accompagnement indispensable ? Les régions, les collectivités territoriales ? Elles sont exsangues. L'Europe ? Tous les bassins d'emploi ne seront pas éligibles aux fonds européens la même année. On ne peut se contenter de mots et de promesses floues. Il faut apporter de véritables solutions.

Quant à l'émergence d'un marché européen de l'armement, qui sera un des éléments d'une politique commune de défense, le gouvernement le prépare d'une bien curieuse manière en jouant la carte de l'Otan. Les Américains n'ont pas caché leur intention de s'attaquer à l'industrie européenne d'armement et l'Otan est certainement un des instruments les plus efficaces pour exporter leurs matériels en Europe.

En réintégrant progressivement l'Otan, apparemment sans contrepartie sérieuse et sans garantie, le gouvernement français rend, quoi qu'il en dise, un bon service aux Américains et un mauvais service à l'industrie d'armement de notre pays.

Paul Quilès, député du Tarn, délégué du Parti socialiste chargé de la Défense

Construire l'Europe

Nous voulons une défense européenne qui puisse travailler avec les autres mais qui puisse aussi, le cas échéant, fonctionner de manière autonome. S'il y a des crises de moyenne intensité en Europe, nous souhaitons n'être soumis à aucun veto d'ordre technologique et donc politique.

Quelles sont les scories du monde ancien ? Il en existe deux pour le continent européen. La première est l'incertitude sur le devenir de l'ex-URSS. La seconde est la présence militaire, stratégique et donc politique, des Etats-Unis sur notre continent. Les Etats-Unis sont nos alliés mais n'ont pas forcément des intérêts convergents avec les pays d'Europe concernant la résolution de crises internes au continent européen.

Je crois que les problèmes de sécurité ne sont pas dissociables politiquement des problèmes monétaires et des problèmes institutionnels. Nous allons vers la constitution, en Europe, de noyaux centraux. Ce sera le cas pour la monnaie unique et pour le fonctionnement institutionnel de l'Europe tel qu'il sera défini par la Conférence intergouvernementale.

Il en ira de même pour l'Europe de la défense. Qu'on le veuille ou non, un noyau central regroupant la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, existe. Ces trois pays sont les trois piliers de la future Europe de la défense. Le couple franco-allemand a pris de l'avance et doit continuer à le faire. Nos alliés britanniques sont, pour l'instant, moins convaincus de l'importance de la construction de cette Europe de la

DES RISQUES MAJEURS POUR LES VILLES MOYENNES

Jean Auroux, président de la FMVM, maire de Roanne, a alerté Jacques Chirac et sollicité l'audience d'une délégation des maires des villes moyennes les plus concernées avant le 22 février 1996, date à laquelle le Conseil de défense que préside le président de la République devait décider une nouvelle politique de défense aux conséquences désastreuses pour les villes moyennes : 50.000 et 75.000 emplois sont concernés et, pour certaines villes moyennes, le secteur de la défense est le premier employeur.

le ch

50 000 à 75 000, c'est le nombre de suppressions d'emplois à attendre dans l'industrie d'arment en France dans les prochaines années, selon un rapport du député RPR Martin-Lalande. Comment peut-on expliquer ce phénomène ?

Les raisons en sont multiples mais la principale résulte de la diminution des dépenses d'équipement militaires qui

3 QUESTIONS — JEAN AUROUX, maire de Roanne, sur GIAT Industries

La présentation de la situation financière de GIAT Industries par M. Millon a jeté l'émoi dans les régions qui abritent les sites de production du Groupe...

En effet, même si la réalité des chiffres n'atteint sans doute pas les sommets annoncés, elle montre la nécessité urgente d'une action à la hauteur des problèmes financiers, industriels et sociaux désormais clairement posés.

Quel est l'impact de ces mesures pour la ville de Roanne, dont vous êtes maire, et le département de la Loire ?

GIAT est le premier employeur du département de la Loire avec 3 620 salariés répartis sur les sites de Roanne (2 200) St-Etienne (640) et St-Chamond (880), et c'est aussi le premier employeur de Roanne qui héberge son principal site industriel où sont notamment intégrés les chars Leclerc.

Mais la situation de Roanne ou de la Loire sont transposables dans les autres régions concernées par les risques évidents en terme de pertes d'emplois directs ou induits (sous-traitances, commerces, services, etc.) et pour les collectivités locales qui veulent garder leur outil industriel, leur potentiel humain et leur taxe professionnelle.

J'espère cependant que les efforts réalisés à Roanne en matière d'aménagement et de modernisation de l'outil de fabrication et de diversification de productions seront utiles aux dirigeants de GIAT pour consolider les métiers de base nécessaires à notre défense et j'espère aussi qu'ils seront utiles pour organiser le développement de diversifications militaires et civiles à partir des compétences humaines considérables acquises par les cadres, ingénieurs et salariés.



Qu'attendez-vous de l'Etat ?

Qu'il remplisse son rôle pour défendre une entreprise publique puisque tel est le cas. Que le gouvernement sache rapidement mettre en œuvre une action interministérielle tout entière, Datar comprise, pour dégager, avec des fonds européens, les moyens financiers à la hauteur du problème. Qu'il agisse efficacement dans sa stratégie d'accompagnement afin de trouver une situation sociale satisfaisante pour chaque salarié, de maintenir le niveau de ressources des collectivités locales et de reconstituer un tissu industriel et économique dans le cadre d'une politique volontariste d'aménagement du territoire.

Propos recueillis par Bertrand Fort

de l'armement

défense. Ils devront cependant rejoindre rapidement l'Allemagne et la France.

Le noyau de défense européenne doit maintenant se constituer et entrer dans une phase nouvelle.

Je suis donc favorable à la création d'une agence européenne de l'armement mais celle-ci ne peut être que la conséquence d'une volonté politique sur d'autres sujets.

Il nous faut combattre la logique libérale quelquefois prônée par les Britanniques. Le marché de l'armement serait alors un marché de la consommation classique où chacun se fournirait où il le désire sans tenir compte des alliances et des logiques de construction de la défense européenne.

Nous devons mettre en commun nos recherches en amont. Nous devons également définir nos besoins opérationnels communs. Renseignement, projection des forces et capacité d'intervention autonome sont les trois besoins essentiels en matière d'armement. Je ne crois pas que, politiquement, techniquement et financièrement, ces trois objectifs soient hors de portée. La force de nos industries et les volontés politiques qui s'affirment aujourd'hui en matière de défense européenne sont capables de les réaliser à moyen terme.

Nécessité fait loi, l'Europe de l'armement se fera.

Sur ce sujet comme pour les autres, il nous faudra combattre les deux vieux maux de la construction européenne : libéralisme et atlantisme.

Jean-Michel Boucheron
Responsable Défense
du groupe socialiste
à l'Assemblée nationale

Savoir plus

La réduction des dépenses militaires, qui affecte le secteur de l'armement, a comme principale origine la crise économique et non la réduction des tensions comme on pourrait le penser. Cette conclusion est le résultat de plusieurs études du Fonds monétaire international (FMI). Aujourd'hui, se conjuguent à la fois une crise économique, doublée en Europe par la nécessité de réduire le déficit public afin de répondre aux critères de convergence nécessaires au passage à la monnaie unique, avec un changement géostratégique, la fin de la guerre froide. Ces deux facteurs rendent nécessaire la reconversion des industries d'armement. Le problème est qu'on ne reconvertit plus cette industrie, qui fait appel à des technologies de pointe et dont tous les modes de production s'écartent de la production civile, aussi facilement qu'on pouvait le faire à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Au total, on estime qu'en 15 ans un million d'emplois auront été perdus dans ce secteur aux Etats-Unis et 500.000 en Europe, dont près de 200.000 en France.

Jean-Pierre Maulny
chercheur à l'IRIS

Chiffre

finira par atteindre en France 30 %, un chiffre équivalant à nos partenaires européens quoiqu'obtenu trois à quatre ans plus tard. A ceci il faut ajouter le coût croissant des équipements militaires qui, en limitant les productions, réduisent les industries d'armement à de simples bureaux d'études.

J.-P. M.

DES FERMETURES DE SITES EN PERSPECTIVE A GIAT INDUSTRIES

La situation au sein de GIAT Industries est particulièrement difficile. Il est fait état souvent d'une situation critique, de pertes, de déficits très importants et, bien entendu, de restructuration et de suppressions de postes. Malgré l'apport de charge de travail induit par le contrat de vente de chars Leclerc aux Emirats Arabes Unis, la situation économique et financière se révèle particulièrement préoccupante. En effet, la presse s'est fait l'écho d'une situation nette négative de près de 12 milliards de francs, ce qui met le groupe en situation précaire.

Plusieurs raisons peuvent être invoquées :

- gestion hasardeuse des placements financiers consécutive à la faiblesse structurelle du dollar ;
- baisse importante des crédits d'équipement du budget de la Défense ne permettant plus le maintien des productions initialement prévues ;
- extrême dépendance à l'égard du seul programme de char Leclerc ;
- réduction des cadences de production décidée dans le cadre de la loi de programmation (de 66 à 44 chars par an) ;
- agressivité accrue des Américains sur le marché à l'exportation.

En fait, le groupe GIAT Industrie est fortement dépendant de l'industrie militaire. Autant d'éléments non contestables qui sont de la responsabilité de la droite qui, comme seule solution, envisage la fermeture de quelques sites, la suppression de plusieurs milliers de postes de travail, la recherche d'alliances industrielles avec d'autres groupes... A court terme, elle prend le risque de rompre l'équilibre déjà fragilisé des villes moyennes pour qui l'arsenal est la principale activité économique. Que devient dans ces conditions la politique liée à l'aménagement du territoire de Charles Pasqua ? La crise du GIAT est grave. Le pire serait que le gouvernement agisse à la hussarde en donnant la priorité à l'économie et non au social. Il faut en conséquence, tout en respectant les statuts du personnel, développer encore plus la reconversion des sites.

André LAUR
Responsable du GSE national
Défense nationale

Samedi 9 mars :

André Laur, responsable du GSE-N, organise à Rennes, en présence de Jean-Michel Boucheron, une réunion sur les problèmes liés à l'industrie de Défense et plus particulièrement ceux relatifs à la DCN et à GIAT Industries, avec les sections des GSE de Brest, Cherbourg, Indret, Lorient, Ruelle et Toulon.

COUP de CŒUR et de CROC

QUAND LES QUARTIERS «RELOOKENT» LA DANSE

Cela se multiplie, théâtre-danse dans les quartiers déshérités : ceux qui faisaient de la danse de pavé obtiennent parfois pignon sur rue. A Suresnes, par exemple, ils ont leur spectacle annuel au théâtre Jean Vilar. Les marginaux hip-hop ont droit de «Cité-Danse» avec leur rap, claquettes et seaux à percussions. Le directeur du «Vilar» dit que «l'éthique hip-hop vient à bout de la fracture sociale.» Josette Baiz, la marseillaise, et ceux de «Pilhaou Thibaou II», mitrons, chômeurs, amateurs, Willa Jo Zollar et ses ondulations, tout ce monde invente une gambille sur gospel des SDF. Une nouvelle facette de la danse contemporaine.

LA CENSUREUSE HÉRITIÈRE DE FREUD

La bibliothèque du Congrès des USA, proprio des archives de Freud, voulait faire une expo sur Sigmund. Annulée. Motif non avoué : les anti-freudiens patentés ont décrété que son œuvre était «une escroquerie». Querelle byzantine ? Pire. La prude petite fille de Freud leur donne la main, disant que «les idées de mon grand-père sur les pulsions sexuelles sont obsolètes.» Sous le coup du psychanalytiquement correct de cette dame -qui touche les droits d'auteurs du grand père- et du révisionnisme psychosexuel en l'honneur aux Etats-Unis, le Congrès a déclaré forfait. Ah, ces héritières abusives...

LA «SELON» DES TABACS CONDAMNÉ

On vous l'avait dit, certaines firmes de cigarettes essaient de tourner la loi Evin. Elles ont été sanctionnées, qui ajoutaient au «fumer peut provoquer...» de leurs paquets les mots «selon la loi», pour jeter le discrédit sur l'avertissement. Le gérant allemand (Hans Weber) de Reynolds Tobacco (Winston et Camel) a été condamné à 600 000 F, ce qui n'est pas lourd. «Décision historique» dit le CNCT, Comité National contre le tabagisme, qui a enfin gagné. D'autant que cela fera jurisprudence.

J.V.

DANIÈLE SALLENAVE :

«L'enseignement supérieur des est mort !»

Comment réformer l'apprentissage de la langue et de la lecture ? La culture est-elle encore un privilège ? Pourquoi les étudiants sont-ils dépolitisés ?



Auteur de nombreux romans parmi lesquels «Les Portes de Gubbio» (1), prix Renaudot en 1980, elle a traduit des œuvres de Pasolini et d'Italo Calvino. En 1991, elle publie «Le Don des morts» (2), véritable apologie du livre, et maintenant «Lettres mortes» (3), un cri d'alarme à propos des dangers courus par «l'enseignement des lettres en général et la culture générale en particulier».

Parler de la mort de l'enseignement supérieur des lettres, n'est-ce pas excessif ?

Non. Il est ruiné dans ses bases, par suite de l'absence chez les étudiants des références nécessaires à son exercice, mais surtout du fait de leur profonde méconnaissance de leur propre langue. Cela est très grave. Car avoir appris sa langue maternelle, ce n'est pas comme savoir une langue vivante : c'est avoir appris à penser, bien plus encore qu'à «communiquer». Appris à construire un raisonnement, à poser des repères de temps et d'espace, de cause et de conséquence, à séparer le réel de l'imaginaire, à démêler le vrai du faux. Et finalement à se conduire comme un adulte libre, capable de résister à la démagogie et aux sciences occultes. Tout savoir est un pouvoir ? La langue est une arme ? D'accord ! Alors donnons le savoir au peuple, donnons le langage au peuple !

Comment faire ?

Former encore davantage de professeurs, sans doute, mais surtout les former bien. Il faut de toute urgence arracher l'enseignement de la langue française aux procédures d'une sous-linguistique jargonnante et scientiste, pour le rendre à la grammaire, non pas forcément traditionnelle, mais nécessairement normative, à la littérature et à une réflexion sur la forme et le sens des œuvres, tellement plus formatrice que la lecture d'articles de journaux ou de recettes de cuisine, où l'on n'apprend ni à parler ni à écrire, ni à penser ! Il faut en finir avec ce pernicieux sophisme selon lequel la littérature, la culture sont des privilèges à abattre. Ce propos dans la bouche d'une élite, qui elle-même en a bénéficié, est une trahison de sa mission et une mystification du peuple.

Les grandes œuvres ne sont pas élitistes en soi. C'est leur appropriation, leur confiscation qui l'est ; elles portent avec elles au contraire

Cinéma



«LI». L'amitié, comme l'amour, n'a que faire des discours. Aussi bien, celle qui se noue dans le port de Hong-Kong, sur un vieux cargo rouillé, entre un marin grec et une petite chinoise de dix ans, passe plutôt par les regards et par les gestes. La réalisatrice, Marion Hansel, filme sans effets inutiles cette relation entre un adulte opiomane, désespéré d'avoir abandonné une femme enceinte à Anvers, et une enfant dont la maturité sereine va aider le marin à échapper au sentiment de culpabilité qui l'obsède. Cet ange rédempteur réussira-t-il à le ramener parmi les vivants ? Nostalgie garantie.

«MAUDITE APHRODITE», de et avec Woody Allen. Les Weintrib, couple new-yorkais qui ne peut avoir d'enfant, décide d'en adopter un. Mais le père adoptif ne pourra s'empêcher d'aller à la recherche de la vraie mère... Même avec les gags de Woody, même avec le chœur antique qui rythme la comédie, mais qui finit par lasser, même avec le décor new-yorkais, on ne peut pas dire que ce soit un grand cru allenien. La mise en scène est plutôt bâclée et, comme partenaire, Helena Bonham Carter ne vaut pas Diane Keaton. Peut-être parce que ce n'est pas une de ses ex.

Le festival de Saint-Denis **«LES ACTEURS À L'ÉCRAN»** fête son 10e anniversaire, en présence de Peter Falk, Peter Ustinov, Terence Stamp, Pierre Tchernia, Pierre Etaix... Plusieurs avant-premières. Du 19 février au 3 mars. Rens. : 49 33 63 97. C.P.

Collection Jean Jaurès

Lettres

une force de subversion, de négation, qui fut le ferment de bien des pensées de révolte, et qui doit être transmise au plus grand nombre. «Elitaire pour tous» disait Antoine Vitez. Quel programme plus beau, plus juste, plus démocratique ?

Vous êtes un écrivain de gauche...

Ces thèses font partie de mon engagement à gauche, même si j'ai dû et si je dois, hélas, encore souvent les soutenir contre une certaine gauche, au pouvoir ou dans l'opposition. Dans l'état actuel des choses, et pour faire face à l'élitisme autoproclamé de l'héritage et de l'argent, je continue de militer pour un élitisme républicain où l'Ecole, jusqu'à l'université, puisse être la chance de ceux qui n'ont hérité de rien.

Tout le monde à l'université ? Bien, je m'en réjouis : mais 40 % des bacheliers, mal formés, ou mal orientés, démunis sur le front même de la langue, s'arrêtent et nous quittent au cours de la première année ! Rien de ce que je dis ne vise à autre chose qu'à combattre toutes les formes d'un échec qui conforte la situation de privilège des classes dominantes et renforce la sélection sociale.

Pourquoi les étudiants sont-ils démobilisés, dépolitisés ?

Sans doute l'époque ne leur donne-t-elle pas l'exemple, ou la référence positive, de grandes utopies politiques. La presse et les médias contribuent à une grande entreprise de délégitimation du politique, toujours conçu et présenté comme une succession d'affaires et de scandales. Mais leur dépolitisation tient aussi à l'extraordinaire moralisme qui sévit, surtout dans l'enseignement secondaire et singulièrement dans les études de lettres, version française du «politiquement correct», qui rabat tous les textes et toutes les questions vers une version molle et humanitaire de la pensée. Moraline, disait Nietzsche ! Voltaire ? L'affaire Calas. La Fontaine ? Le premier des écolos. Quant à Platon et Sénèque, l'esclavage leur est fatal.

La trahison, la mystification, virent ici à la niaiserie commode. D'où la dernière question : mais à qui cela profite-t-il ?

Propos recueillis par Claude Polak

(1) Hachette/POL 1980. 308 p. (2) Callimard 1991. 187 p., 85 F. (3) Ed. Michalon. 172 p., 90 F.

Herzl, un complexe «nouveau Moïse»

Voici juste un siècle, un journaliste viennois du Neue Freie Press rend compte du procès Dreyfus. Il s'appelle Théodor Herzl. Un nom peu connu chez nous. Arte lui a consacré une émission : c'est l'initiateur d'une idée qui partage encore notre monde : le sionisme. Sans lui, il n'y aurait probablement pas d'Israël. Qui était ce complexe Hongrois juif assimilé qu'on a comparé à un nouveau Moïse ? De l'affaire Dreyfus, du constat que si la France des droits de l'homme devient aussi antisémite, que les juifs sont persécutés partout, il bâtit son «rêve» : il leur faut une patrie. C'est à lui de la faire... Curieux bonhomme. Jusqu'à son rêve à 35 ans, c'est un dandy viennois vu comme un orgueilleux, «ambitieux et fanfaron». Il fait partie d'un groupe d'extrême droite. Viré parce que juif. Il tâte en vain du théâtre : «j'ai besoin de succès !» écrit-il. «Je ne sais ce que je veux, mais c'est quelque chose de grand». Et, bingo, l'idée visionnaire. «Une œuvre d'une grandeur infinie» dit-il. Ajoutant, modeste : «Si ce n'est pas un monument pour l'humanité, c'en sera un pour la littérature». C'est, publié en 1896, il y a cent ans, «Judenstaat» (l'Etat juif). Il songe à l'Argentine. Plus tard les Anglais avanceront l'Ouganda : d'accord, comme «asile de nuit». Mais il vise la Palestine, «pour faire un avant-poste de la culture contre la barbarie». Il en sera le chef, bien sûr. Il bat le rappel des banquiers juifs qui refusent la «fantaisie de cet illuminé». On ricane sur le «roi de Sion». Les juifs européens fulminent qu'il «fait le jeu de l'antisémitisme, en insinuant qu'ils ne sont pas loyaux à leur pays». Il faut être gonflé ou fou pour tenir. Il tient. Isolé, il monte le 1er Congrès juif à Bâle. Soucieux du théâtral, il précise que ses invités juifs viendront en «queue de pie et haut de forme», sinon, refoulés. «C'était comme un jeu dont il était metteur en scène, acteur et imprésario», dit l'historien israélien Wistrish. On l'ovationne comme le messie. Visionnaire ? De nos jours, on emploie beaucoup ce mot. Mais écoutez ce que disait Herzl : «A Bâle, j'ai fondé l'État juif. Dans 50 ans on le reconnaîtra !». A deux ans près, comptez. Il prévoit même l'holocauste : «Il y aura massacre, ce sera l'antisémitisme qui nous aidera». Bien vu. C'est là que son chemin devient paradoxal. Pour faire aboutir son projet, le pape refusant l'entrée des juifs à Jérusalem, il plaide sa cause auprès du Kaiser antisémite Guillaume II. (1). Ce Kaiser-casque-à-pointe se voyait velléitaire inconséquent-sauveur des juifs ! Herzl court après lui, qui va voir son allié le sultan turc, possesseur de la Palestine. Lequel admet une «société rurale juive sous protection allemande». On rêve. A Jérusalem, Herzl attend le Kaiser avec ses chœurs de l'hymne impérial. Il y a une photo de la rencontre : Guillaume à cheval et le seul pied de Théodor. Qui retouche le lendemain la photo en se plaçant glorieusement aux côtés du Kaiser (2). Mais la Jérusalem sale qu'il voit -il ne parle jamais des Arabes, non prévus au programme- lui déplait. «Quand nous viendrons. Je garderai nos monuments sacrés et je ferai raser le reste !» On ne l'a pas suivi... Voilà, nous tenions à replacer le sionisme dans son concept initial. Herzl a réussi, Israël a une terre, ce qui est bien. Il eut été ravi. Il a un musée à Jérusalem. Le mont des Oliviers étant pris, il a le «mont Herzl». Et les Palestiniens.

(1) Herzl vénérait l'armée allemande et le 2e Reich. Wistrish dit que «son idéal était le hobereau prussien».
(2) Le kaiser-girouette dira une semaine après la rencontre : "les juifs sont une plaie dont nous devons nous défaire". Et après son abdication de 1918 : «Que les Allemands n'aient de cesse d'exterminer ces parasites jusqu'au dernier. « Message entendu par Hitler.

Jean Vermorel

COUP de CŒUR et de CROC

ENTRE DEUX MAUX

Auteur-compositeur-interprète, Romain Didier fête son retour avec le printemps pour présenter les chansons de son dernier album "Maux d'amour" au Café de la danse (1) Entre deux maux, Romain Didier retrouve son seul repère, l'amour, qu'il chante au piano de sa voix chaude et de ses dix doigts magiques.

(1) 5, passage Louis Philippe, Paris XI) du 21 au 30 mars. Prix des places : 100 F. Relâche dimanche et lundi. Réservations : 47 00 02 71.

VAUTOURS MODE D'EMPLOI

Un ancien huissier, JP Cevaer, met les pieds dans le plat avec un livre incendiaire et utile (1) au grand dam du syndicat patronal des huissiers. Il révèle que ces 3000 braves gens modestes («on ne fait que notre travail légal» disent-ils) se partagent les 4 milliards de F des «actes» français et se font en moyenne 700 000 F annuels sur le dos des plus démunis. Les méthodes, la multiplication des frais, les magouilles, tout est indiqué. En plus, des conseils et lettres-type pour se défendre contre eux.

(1) «Le rackett légal des huissiers» (Albin Michel)

J.V.

A VOIR AUSSI

Samedi 24 TF1 13h30
«REPORTAGES» : «LES CINÉS DE CAMPAGNE» On suit ces cinéphiles itinérants et bénévoles qui montrent le cinéma dans les régions déshéritées, projecteurs et films dans le coffre de leurs voitures.

FR3 22h20
«MOURIR À VERDUN» de William Karel. Un «Dossier de l'Histoire» émouvant. Après 80 ans, ce nom est toujours synonyme d'hécatombe. La première guerre moderne filmée. Archives et écœurement : la «der des der» a tué une génération «fleur au fusil».

A écouter

Samedi 24 FR. Culture 9h
«LA FRANCE, FILLE AÎNÉE DE L'EGLISE ?». Le point d'interrogation est important. La visite de Chirac au pape fait ressurgir le débat ; la catholicité dans la République.

Du 26 au 1e mars Fr. Cult 11h30
«A VOIX NUE». Toujours excellente émission. Cette semaine, les parcours de deux écrivains d'une même génération, qui ont percé leur époque : Durrell et Moravia. Pour les oreilles littéraires.

Dimanche 25 M6-20h45
LES DOSSIERS DE «CAPITAL» par Emmanuel Chain. Quel avenir dans une révolution du travail et dans la mondialisation du chômage ? Cinq enquêtes sur les conséquences.

Arte 20h45 à 0h45
«PRÉVERT : L'INVENTAIRE». Toute une soirée par Averty sur notre poète-oiseau rare en liberté. Du «Groupe Octobre» à «Drôles de drame». Avec courts métrages, docus, dessins animés. Un régal.

Mercredi 28 TF1 22h30
52 sur la Une : «LES ALLUMÉS DU LOOK». Ou l'originalité à tout prix. Ces post-gothiques, funkies, cyberpunks qu'on voit partout. Un ethnologue les compare à une tribu, avec leurs signes de reconnaissance.

Jeudi 29Arte 20h45 à 23h45
«L'OR NOIR». Thèma.Le pétrole a changé la face politique du monde. Que cache l'imagerie conventionnelle ? Quand le pétrole amène la ruine (Vénézuéla) ou la fin de Dallas (épuisement des gisements).

Agenda

du 14 au 17 février :
- Jean-Pierre Bel et Louis Le Pensec se sont rendus en Guadeloupe et en Martinique.

Jeudi 22 février :
- Daniel Vaillant : Conseil fédéral à Montpellier (Hérault).
- François Hollande : Conseil fédéral à Longwy (Meurthe-et-Moselle)

Samedi 24 février :
- Harlem Désir participera à la reprise des cartes à Lognes (77).
- Conseil national de la FNESR au Palais des Congrès à Paris.
- Conférence nationale agricole et rurale : "Quelles orientations face au nouveau contexte local et international ?" en présence de Lionel Jospin, à l'Assemblée nationale.
- Alain Vidalies, Jean-Marcel Bichat : 4e stage : région Aquitaine, à Captieux, sur le thème "Droit à l'emploi et Droit du travail".
- Jean Poperen participera à un Forum du PCF à Bordeaux.
- Réunion du groupe des experts, Commission "Le réformisme européen".
- Adeline Hazan et Michèle Sabban : 5e stage : région Ile-de-France, à Torcy sur le thème "Politique de la ville".
- Daniel Vaillant : banquet républicain à Blaye (Gironde)

Samedi 24 et dimanche 25 février :
- IS : Pierre Mauroy et Guy Labertit : Comité Afrique à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Dimanche 25 février :
- Harlem Désir animera un Conseil fédéral pour la FFE (Fédération des Français à l'étranger).

Lundi 26 février :
- Jean-Paul Planchou : SPD, Rencontre économique, à Bonn.
- Réunion plénière du groupe de travail du Bureau national, présidée par Lionel Jospin.

Mardi 27 février :
- Harlem Désir participera aux 10 ans de la Fédération des Mutuelles de France.

Mercredi 28 février :
- Harlem Désir animera une réunion de section à Boulogne (92) sur le thème : "Les mouvements sociaux".

Jeudi 29 février :
- Harlem Désir réunit le premier séminaire de la Commission "Mouvement social", à l'Assemblée nationale : "Le bilan du mouvement social de novembre-décembre 1995", avec Bernard Thibault (SG-CGT Cheminots), Bruno Dalberto (SG-CFDT Cheminots), Jean-Jacques Carmentren (SG-FO Cheminots), Michel Wieviorka et Danièle Linhardt (sociologues).

Du Mercredi 28 février au vendredi 1er mars :
- Congrès du Syndicat CGT-FO à la Porte de Versailles à Paris.

Jeudi 29 février :
- Adeline Hazan animera une réunion dans la fédération du Tarn, à Albi.

Agenda du Premier secrétaire

Vendredi 23 février : Toulouse
Conférence de presse avec Paul Quilès sur la "Politique de Défense".
Conférence à l'IEP de Toulouse : "L'opposition en France aujourd'hui".

Samedi 24 :
Commission nationale agricole
Conseil national de la FNESR sur le thème : "Les élus socialistes et républicains acteurs de la reconquête".

Jeudi 29 : Espagne (élections législatives)
Entretien avec le maire de Barcelone.
Meeting avec Raimon Obiols, candidat, et Felipe Gonzalez.

Samedi 2 mars :
Conseil national (Maison de la Chimie à Paris) et réunion des délégués nationaux.

DEUX STAGES NOUVEAUX ADHÉRENTS ET SECRÉTAIRES DE SECTION

9 mars 1996

Rhône-Alpes - Villeurbanne (69)
Animé par Harlem Désir et Christophe Clergeau
Inscriptions : Fédération du Rhône
Tél. : 78 95 98 00
Avant le 29 février

Picardie - Roye (80)
Animé par Jean-Louis Cottigny et Louis Mexandeau
Inscriptions : Fédération de la Somme
Tél. : 22 91 56 54
Avant le 29 février

COMMUNIQUÉ D'ELISABETH GUIGOU SECRÉTAIRE NATIONALE AUX QUESTIONS SOCIALES

L'échec des négociations entre les caisses d'assurance maladie et les syndicats médicaux montre l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui la politique de médecine de ville.

Le taux d'évolution de 2,1 % des dépenses de ville pour 1996, fixé par le gouvernement, n'a qu'une valeur arithmétique.

S'agit-il d'un taux prévisionnel sans engagement réel de la profession médicale ? Ou bien d'un taux d'évolution opposable aux médecins assorti de sanctions en cas de dépassement de ce taux en 1996 ? Rien n'est prévu en cas de dérapage. Aucun des instruments de maîtrise des dépenses n'est réellement mis en place : codage des actes, références médicales, carnet de santé.

Enfin, rien n'est dit sur la réorganisation des filières de soins qui, pour nous socialistes, doit s'opérer autour du généraliste.

Le flou entretenu sur les sanctions en cas de dérapage des dépenses, sur les instruments de maîtrise, ainsi que sur la coordination des filières des soins, renforce le scepticisme des socialistes quant à la volonté et la capacité réelle du gouvernement à agir sur les dépenses.

15 février 1996

LA HONTE

A la suite de son Congrès national à Orléans, le MJS reprend l'offensive sur le terrain politique, en lançant une grande campagne nationale d'adhésion à travers toute la France.



Cette campagne s'articule autour d'une affiche (20 000 exemplaires) et d'un tract (100 000 exemplaires). Dans le même état d'esprit que la campagne "Les Arnaqueurs" en 1994, nous avons cette fois encore détourné une affiche de cinéma pour en faire un support politique.

La cible principale de cette campagne est Jacques Chirac, grand absent de la scène politique nationale depuis son élection. Les reniements successifs par rapport aux engagements de la campagne présidentielle et le bilan désastreux du gouvernement depuis huit mois expliquent en grande partie l'ampleur du mécontentement social en France qui s'est traduit dans la rue en décembre dernier. Nous souhaitons à travers cette campagne dénoncer la responsabilité principale du chef de l'Etat.

- politique étrangère improvisée : formidable leçon d'égoïsme à la planète avec la reprise des essais nucléaires, accumulation de gaffes diplomatiques, fragilisation du projet de construction européenne...
- stratégie du bouc émissaire : discours d'exclusion qui se multiplient, libertés publiques qui reculent, un gouvernement qui dresse les gens les uns contre les autres et qui encourage les comportements intolérants, racistes et xénophobes, gouvernement gangrené par les discours et les thèses de l'extrême droite...
- trahison instituée comme principe politique : alors que le chef de l'Etat se promenait entre Cotonou et Baden-Baden, la France connaissait un mouvement social sans équivalent depuis 1968, la fracture sociale découverte par Chirac pendant la campagne s'aggrave de jour en jour..."

Autant de grands thèmes développés dans le tract qui accompagne l'affiche, avec les propositions des jeunes socialistes : nécessité, sur le plan économique et social, d'une redistribution globale (réduction massive du temps de travail, semaine de quatre jours, redistribution des richesses par une réforme fiscale pour plus de justice sociale et pour une revalorisation des bas revenus, etc.).

MJS

Plan d'activité du secrétariat national aux Questions sociales



ÉLISABETH GUIGOU
SECRÉTAIRE NATIONALE
AUX QUESTIONS SOCIALES

LE SECRÉTARIAT NATIONAL AUX QUESTIONS SOCIALES EST RESPONSABLE DE :

- La protection sociale : santé ; retraites et personnes âgées ; famille et logement social,
- La sécurité sociale : régimes de base et complémentaires ; gestion et organisation ; financement,
- L'emploi : place du travail dans la société ; lutte contre le chômage ; formation,
- L'insertion et l'action sociale : lutte contre l'exclusion et la précarité ; solidarités et économie solidaire,
- Le handicap et les accidents de travail.

Sur ces bases, trois commissions ont été constituées :

LA COMMISSION PROTECTION SOCIALE

Elle a été installée le 18 décembre par Lionel Jospin et Elisabeth Guigou. Présidée par Elisabeth Guigou, elle réunit les délégués nationaux du secteur, des élus, des militants de terrain et d'association, des experts.
La commission "Protection sociale" a créé en son sein quatre groupes de travail :

- Le groupe Santé dirigé par Jean-Marie Le Guen,
- Le groupe Famille, Logement dirigé par Denise Cacheux et Laurent Cathala,
- Le groupe Retraite et Personnes âgées dirigé par René Teulade,
- Le groupe Financement dirigé par Alain Richard.

LA COMMISSION EMPLOI, INSERTION ACTION SOCIALE

Présidée par Marie-Thérèse Join-Lambert et Jean-Michel Belorgey, elle a été installée le 5 février par Lionel Jospin et Elisabeth Guigou, selon les mêmes règles que la Commission "Protection sociale". Des groupes de travail par thème se réuniront prochainement, selon un calendrier précis.

LA COMMISSION "HANDICAP"

Elle est présidée par Vincent Assante.

Ces commissions ont une double tâche : le suivi d'une actualité particulièrement riche et l'animation de réflexions thématiques ; d'autre part le renforcement et l'enrichissement des réseaux et partenariats du Parti dans l'ensemble de ces secteurs.
Le secrétariat national assure la nécessaire coordination entre eux, compte tenu de leur interdépendance ainsi que l'articulation étroite avec les autres instances du Parti, principalement le secrétariat aux Etudes (commission économique), le secrétariat aux Entreprises, le secrétariat aux Questions de société et le secrétariat au Mouvement social.

ACTIONS ENGAGÉES

Au cours des trois derniers mois, le secrétariat national s'est d'abord attaché à la mise en place de cette organisation : les commissions plénières Protection sociale et Emploi ont ainsi été installées, en présence de Lionel Jospin, de même que l'ensemble des groupes de travail et la commission Handicap.
Le 22 novembre, le Bureau national a adopté le rapport élaboré par Elisabeth Guigou sur l'avenir de la protection sociale, qui développe une critique détaillée du plan Juppé et présente les orientations générales du Parti socialiste.
De nombreux déplacements dans les fédérations ont déjà été l'occasion d'échanges avec les responsables et les militants du parti sur ces différents thèmes : Val-d'Oise, Gironde, Meurthe-et-Moselle, Val-de-Marne, Finistère, Charente-Maritime...

PRINCIPALES ÉCHÉANCES

Mi-février, Elisabeth Guigou a présenté un texte sur le projet social européen dans le cadre de la préparation de la convention "Mondialisation, Europe, France".
Début juin, un séminaire réunira tous les militants intéressés ainsi que les acteurs de terrain (associations, travailleurs sociaux...), avec les animateurs des commissions et groupes de réflexions. Cette rencontre sera précédée de l'envoi de différents documents et d'un questionnaire permettant de la préparer au mieux et de traiter des questions ressenties comme prioritaires dans l'ensemble du champ.

Parallèlement, le secrétariat aux Questions sociales travaille à l'organisation d'une rencontre des acteurs du développement local des missions d'insertion, à l'instigation de la délégation nationale du parti à l'Insertion.
Enfin, un colloque ouvert sera organisé en liaison avec le secrétariat aux Etudes et le secrétariat aux Entreprises sur les questions de l'emploi et de la place du travail dans la société actuelle, afin de contribuer à la préparation de la Convention Redistribution qui doit avoir lieu à la fin de l'année.

ORGANIGRAMME

SECRÉTAIRE NATIONALE :
Elisabeth Guigou

DÉLÉGUÉS NATIONAUX :
- Vincent Assante, chargé des Handicapés
- Denise Cacheux, chargée de la Famille
- Jacques Floch, chargé des Anciens combattants
- Thierry Mandon, chargé de l'Innovaton sociale
- Claude Pigement, chargé des Professions de santé
- Jean Rey, chargé de la Santé
- Jacques Salvator, chargé de l'Emploi, de l'insertion et des politiques sociales locales

COMMISSION HANDICAP
Vincent Assante

COMMISSION PROTECTION SOCIALE
Elisabeth Guigou

COMMISSION EMPLOI, ACTION SOCIALE
Marie-Thérèse Join-Lambert
Jean-Michel Belorgey

Du vent dans les casiers

LES DERNIERS DES PROFS

mercredi 28 février 1996, vendredi 29 mars 1996, théâtre Traversière, 17 rue Traversière Paris 12e (M° gare de Lyon)
Spectacle à 21 h - Prix des places 50 et 80 F



La ville de Chartres

42.000 habitants recrute

GARDIEN DE POLICE MUNICIPALE (TITULAIRE)

VOS FONCTIONS

- surveillance de la voie publique (circulation, stationnement, foires, marchés),
- gestion de la zone piétonne,
- participation aux fêtes et cérémonies,
- enquêtes administratives.

Une expérience dans un poste similaire est souhaitée.

Disponible, vous avez un bon sens du contact.

Adressez votre candidature à Monsieur le Maire
DRH- Hôtel de ville- 28019 Chartres cedex

LA VILLE DE PANAZOL

9000 habitants- banlieue de Limoges
Haute Vienne, recrute immédiatement

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
CADRE D'EMPLOI DES ATTACHÉS TERRITORIAUX

MISSIONS

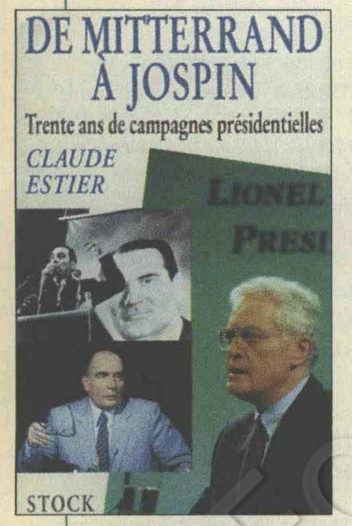
- Collaborateur direct du maire
- Direction des services
- Préparation, mise en œuvre et suivi des décisions municipales
- Elaboration et suivi des budgets

PROFIL

- Formation supérieure et expérience dans un poste similaire
- Connaissances approfondies en finances locales
- Qualité de généraliste

Adresser lettre de candidature manuscrite et CV détaillé à Monsieur le Maire -hôtel de ville- 87350 Panazol

Proche de François Mitterrand depuis le début des années 60, Claude Estier a participé à ses quatre campagnes présidentielles. Au printemps de 1995, il a été le mandataire national de Lionel Jospin. Seul à ce niveau, il personnifie une continuité de trente années.



De ses souvenirs et de ses notes prises au jour le jour, il a tiré un récit des présidentielles vues de gauche qui fourmille de relations et d'anecdotes inédites, et qui met en lumière des parallélismes souvent inattendus entre ces compétitions au sommet devenues un élément déterminant de la vie politique française.

Prix 130 F + 10 F de frais de port. Chèque à l'ordre de Vendredi.

Coupon à retourner à Vendredi -
10 rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07.

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
.....

Une annonce ne reste jamais sans réponses !

300 000 lecteurs

consultent chaque semaine notre page "Annonces classées"

Service publicité de "Vendredi"

Franck Accart

45 56 79 03 ou 45 56 78 61 Fax : 45 51 47 03

☞"De toi à moi"✍

EMPLOI

F 25 ans, DESS Administration et gestion publique, maîtrise droit public, cherche poste chargé service des sports ou autre service administratif dans coll. locales ou poste Fédération ou Club sportif. Tél : 46 58 35 54 (répondeur).

J.F. 25 ans, DESS Droit et Politique de l'habitat, spécialisation dans le logement social et urbanisme + maîtrise de Droit public, recherche emploi dans collectivités ou OHLM. Etudie toutes propositions. Tél : 38 76 77 38.

H. 37 ans- 10 ans d'expérience en qualité de S.G.Ch en R.P. poste S.G. mairie de 10 000 à 20 000 h ou S.G.A. de 20 000 à 40 000 h. Tél le soir : 34 62 67 78.

Jeune diplômé titulaire d'un Masters de journalisme européen et d'une licence de Sciences Politiques, bilingue Anglais/Américain, recherche poste d'attaché parlementaire, communication politique ou collaborateur politique, en France ou dans le milieu européen.
Contacter Nicolas Gregoire au 43 22 66 14 ou fax 42 79 06 52.

IMMOBILIER

Baie de St-Tropez – Sainte-Maxime-centre. Calme, à 100m : plage, commerce, parking. Studios meublés très confortables pour 2/3 personnes. Prix semaine : avril, mai, septembre 1300 F - Juin 1500 F - juillet 2000 F - août 2450 F. Renseignements, réservations : Tél : 94 49 07 95.

Loue au Cap d'Agde studio cabine (couple + 2 enfants) dans résidence hôtelière * plein centre, 100 m de la plage, piscine enfant, piscine adulte, solarium, salon de détente. Location à la semaine en période de saison. Tél : 42 55 61 61.**

Portugal, 50 km de Lisbonne, loue maisons de particuliers dans village de pêcheurs typique -bord de mer. Tél : V.L. Carr Fumel. Tél : 53 40 92 01.

Loue à Arc 1600 (73) studio 5 personnes, tout confort, exposé sud, accès direct télésièges, disponible à partir du 2 mars. Tél le soir : 76 03 15 12.

Roquefort (Landes) - à vendre maison en pierre, 4 pièces, surface 140 m2, SDB-wc- 200 m2 de jardin- hangar- 1 dépendance 30 m2. Chauffage électrique - 3 cheminées - grenier 40 m2. Prix 200.000 F. Tél après 19 h : 58 45 52 20.

A vendre café-théâtre à Paris 18e entièrement équipé avec sous-sol. 80 places assises. Catégorie 5. Sous-location autorisée par le propriétaire. Loyer faible : 1500 F CC. Secteur en pleine expansion. Demander M. Boinod. Tél : 42 09 71 45.

Votre annonce de 5 lignes pour 200 F,
3 passages 500 F

Retournez le texte de votre annonce inscrit en caractères d'imprimerie accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Vendredi :

Vendredi, service publicité, 10 rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07. Tél : 45 56 79 03

Écrivez votre texte ci-dessous : max. 245 signes

Vaches à lait polluantes

Je suis effaré de savoir qu'au Parti socialiste il existe encore des voix qui appellent le gouvernement à taxer les automobilistes. En effet, ceux-ci sont accusés, avec leur voiture Diesel, de polluer l'atmosphère. C'est certainement vrai. Maintenant, sont-ils responsables ? J'affirme que non, car s'ils ont été alléchés par le prix bas du gazole, ils ont payé plus cher à l'achat leur véhicule. Et si l'on taxe le gazole, doivent-ils revendre leur automobile pour ne plus polluer ? Il faudrait alors détruire ces engins maudits ! Car, il ne faut pas se leurrer, la solution n'est pas dans les mains de ces conducteurs. Peut-être faudrait-il et pourquoi les socialistes ne l'ont-ils pas fait ? :
- catalyser tous les véhicules ;
- diminuer de façon significative et durable le prix du sans-plomb ;
- offrir une prime d'Etat aux acheteurs de ces véhicules.
En attendant, cessez de prendre les automobilistes pour des vaches à lait.

Jean-Michel Barbaud
60-St-Vaast-Les-Mello

Vive l'Egalité

Une récidiviste de la section socialiste de Caluire vous adresse une mise au point qu'elle juge indispensable pour la saine compréhension et la justesse du discours politique.
A bas l'équité ! Vive l'Egalité ! Halte à la dérive ! L'équité, c'est la droite qui l'a mise au goût du jour. C'est la justice de "la loi naturelle", par opposition à la justice légale. L'équité, c'est la répartition "équitable", c'est la justice dans le sens "à chacun son dû", dont on ressent bien l'ambiguïté. L'égalité, née de la Révolution, et inscrite dans la Déclaration de 1789, garantit à chacun les mêmes droits. Ce n'est pas par hasard que la droite substitue certains mots à d'autres, ou se livre à des omissions volontaires. A nous de savoir ce que les mots veulent dire et de défendre sans faille leur sens et leur contenu si précieux, principes de la République : "Liberté, Egalité, Fraternité". Les militants ne baissent pas les bras et travaillent pour que le Parti socialiste se relève dans la clarté et la rigueur.

Suzanne Verrot
69- Caluire

Gens du voyage respectés

Pour le cas où le combat que je mène, à titre privé, bénévole, vous semble digne d'intérêt, je vous fait parvenir, ci-joint, copie du courrier que j'adresse ce jour à M. Jean-Claude Gaudin, ministre délégué à l'Aménagement du territoire.
"(...) Sur la foi de témoignages de responsables officiels de l'Association de défense des intérêts des gens du voyage, il apparaît que peu de municipalités se soient mises, à ce jour, en conformité avec l'article n°28 de la loi n°449, du 31 mai 1990, publiée au Journal officiel du 2 juin 1990, page 6.554, relative à l'obligation, pour toute commune de plus de cinq mille habitants, d'aménager des aires d'accueil, à la disposition des gens du voyage. Je ne doute pas, Monsieur le Ministre, que vous allez mettre, dans les meilleurs délais possibles, tout en œuvre pour inciter les municipalités contrevenantes à se mettre rapidement en conformité avec cette loi. Je vous remercie de bien vouloir me tenir au courant de votre action et, dans cette attente, veuillez croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de mon profond respect".

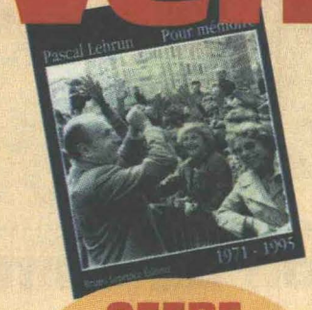
Isidore Drasinowski
33-Pessac

Face à la mondialisation : l'Internationale !

La mondialisation c'est quoi ? Un grand marché ouvert à la concurrence et libre. Voilà ce que nous proposent les "décideurs". Cette société a besoin de gagneurs, individus et entreprises. Mais si on ne connaît pas les gagnants, même si l'on se doute où ils sont, les perdants on les connaît bien, c'est vous, c'est nous, chômeurs, exclus, SDF, nouveaux pauvres (comme s'il pouvait y avoir une modernité de la misère). Tous ces hommes et toutes ces femmes qui sont les laissés pour compte, scories, résidus, de leur prétendue efficacité économique. Cette mondialisation a une logique, elle pousse à aligner partout les salaires et la protection sociale sur le niveau le plus bas.
Ces "réalistes à visage inhumain" qui clament très haut la mort des idéologies et qui dictent au monde la rigueur budgétaire, la délocalisation et la compétitivité font délibérément un choix idéologique dont la traduction sociale est la flexibilité, la précarité et la pauvreté pour l'immense majorité des habitants de la planète. La mise en jachère de la citoyenneté qu'ils veulent nous imposer programme la mort annoncée de la République et engendrerait un retour de l'esclavage. (...)
Déjà, au début du siècle, Jean Jaurès écrivait : "il faut subordonner aux lois brutales de la concurrence les lois supérieures de la vie". C'est ce message-là que portaient tous ensemble fraternellement, en décembre, les hommes et les femmes de notre pays. Ce magnifique appel à la solidarité et à la dignité lancé et chanté par des millions de voix, et auquel de nombreux militants et militantes socialistes ont participé, interpelle le Parti socialiste et l'invite à nourrir son projet de cette immense espérance afin de féconder l'idéal pour pouvoir demain fertiliser le réel.

Maurice Viols
34-Palavas

Vendredi



OFFRE SPÉCIALE

340 F

Abonnement
1 an à Vendredi
+
"Pour mémoire"
l'Album souvenir
de Pascal Lebrun
=
4~~80~~ F

Dom-Tom/CEE : 400 F - Autres pays : 600 F - Institutions : 500 F - Abonnement seul : 280 F

Pour recevoir votre journal, retournez ce bulletin au service lecteurs de "Vendredi" 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 7. Chèques à l'ordre des "Editions de l'an 2 000". Pour les abonnements, merci de joindre votre bande-adresse.

☐ Mme
☐ Mlle
☐ M.

Nom .....
Prénom.....
Adresse.....
.....
.....
Ville.....
Code postal.....
Signature :

Publicité

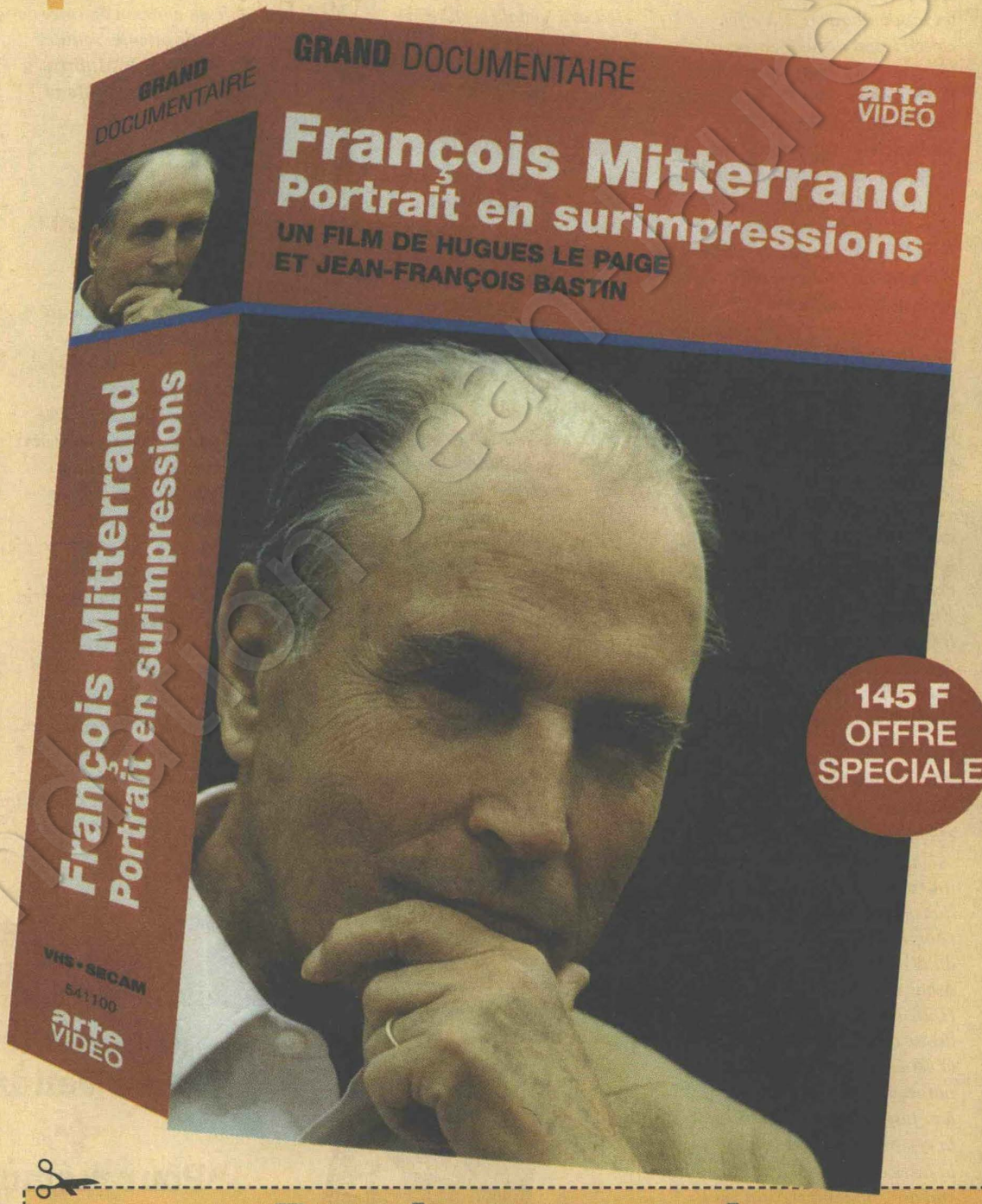
François Mitterrand
Portrait en surimpressions

arte VIDÉO

Approcher la vérité de François Mitterrand à travers un demi siècle d'engagement politique et quatorze ans de pouvoir, tel est l'ambitieux pari de ce document d'Hugues Le Paige et Jean-François Bastin. Réalisé à partir de centaines d'heures d'archives, de documents originaux et d'entretiens exclusifs avec le président, tournés entre 1988 et 1994, ce film dresse un portrait inattendu et fascinant de ce personnage central de la vie politique française.
Ce documentaire est ponctué par de nombreux témoignages, dont ceux de Jean d'Ormesson, Jean Lacouture, Gilles Martinet et Roger Quilliot.

«Un essai d'une qualité rare, tant par sa forme, faite de superbes images, que par son fond, d'une grande justesse d'analyse et d'une extrême sensibilité.»
LE MONDE

Editée par Arte vidéo
durée 56 mn-
VHS Secam- Couleur



Bon de commande

OUI, je désire commander la vidéo Francois Mitterrand-Portrait en surimpressions, au prix spécial de :
145 F+ 29 F de participation aux frais d'envoi par cassette, soit 174 F au total.

Nom : ..... **Prénom :** .....
Adresse : .....
..... **Tél. :** .....

Retourner ce bon de commande accompagné du réglement par chèque à l'ordre de "Vendredi" à :
Vendredi, 10 rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07.
Délai de livraison de 3 semaines maximum.